



# Le Quotidien

www.lequotidien.sn

■ N° 6408    MARDI 09 JUILLET 2024    ■ 21<sup>e</sup> ANNÉE - ISSN : 0851 7045    ■ Prix : 100 F

Vague d'agressions contre des femmes

# KAFOUNTINE

# DRESSE LES FILETS

- Durcissement des contrôles dans la ville
- La gendarmerie ouvre une enquête



Photo d'illustration

Page 3

Drame de l'émigration irrégulière  
**Bougane interpelle Diomaye**

Page 9



Réhabilitation de Marius Ndiaye  
**L'Apix au rebond**

Page 6



Infection aux Ist à Mbacké et Bambey  
**Les jeunes pris dans les taux**

Page 4



**BILAN** Situation en matière de gouvernance, de paix et de sécurité

# L'autre sommet de la Cedeao

**L'avenir de l'intégration régionale fera l'objet d'un Sommet spécial. Les chefs d'Etat de la Cedeao ont pris cette décision lors de la 65<sup>ème</sup> Session tenue ce week-end. La Conférence a ainsi chargé «la Commission de travailler avec le ministère des Affaires étrangères du Nigeria, qui assure la présidence du Conseil, pour en définir le format et le calendrier».**

**Par Dieynaba KANE**

Les départs du Niger, du Burkina Faso et du Mali de la Cedeao ont fait réagir les membres de cette organisation. Lors de la 65<sup>ème</sup> Session ordinaire de la Cedeao tenue ce week-end, la Conférence des chefs d'Etat a chargé «la Commission de convoquer un Sommet spécial sur l'avenir de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, en tenant compte de la situation en matière de gouvernance, de paix et de sécurité et du projet d'intégration régionale». Dans le communiqué final, il est indiqué que instruction a été également donnée à «la Commission de faciliter une réflexion approfondie sur les relations entre les processus électoraux, la démocratie et le développement, et de prendre des mesures visant à intensifier les efforts en vue d'atteindre les objectifs de la Vision 2050». Il faut noter que la création de l'Alliance des Etats du Sahel regroupant le Mali, le Niger et le Burkina Faso a fait l'objet de débats lors de ce sommet. D'ailleurs, dans le document, la Conférence a exprimé «a déception face au manque de progrès dans les interactions avec les autorités du Burkina Faso, du Mali et du Niger, et instruit le président de la Commission de faciliter une

approche plus vigoureuse conformément aux décisions du sommet extraordinaire du 24 février 2024». Les chefs d'Etat de la Cedeao ont en outre demandé «à la Commission d'élaborer un plan d'urgence prospectif à son intention pour faire face à toutes les éventualités dans les relations avec les pays de l'Aes, en tenant compte des exigences de l'article 91 du Traité révisé de la Cedeao de 1993». Ils ont également affiché leur volonté «de soutenir tous les efforts de médiation en cours en vue de mettre fin aux tensions entre la République du Bénin et la République du Niger». Il faut rappeler que le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a été désigné comme facilitateur de la Cedeao dans les discussions de la communauté avec l'Aes (Burkina Faso, Mali, Niger), en collaboration avec le Président Faure Essozimna Gnassingbé du Togo. Le Général Umaro Sissoco Embaló de la Guinée-Bissau s'est engagé à «soutenir les discussions, en particulier avec le Burkina Faso». Concernant la situation au Niger, la Conférence a déploré «le maintien en détention et la levée de l'immunité de l'ancien président de la République du Niger, Mohamed Bazoum, et exige sa libération sans condition».

Pour ce qui est du processus de transition en Guinée, les chefs d'Etat de la Cedeao se sont réjouis «des progrès réalisés, parmi lesquels figure la tenue d'un référendum constitutionnelle en 2024». Dans la même dynamique, ils ont apprécié les «interactions en cours entre la Commission et les autorités de transition» et félicitent «les autorités guinéennes pour avoir réaffirmé leur appartenance indéfectible à la Communauté de la Cedeao». Ainsi demande a été faite «à la Commission de dépêcher une mission technique pour approfondir la collaboration avec la Guinée dans le cadre de la transition». Dans ce cadre, la Conférence exhorte «les autorités de transition à

accorder la priorité à la facilitation d'un dialogue inter-guinéen inclusif impliquant tous les acteurs politiques afin d'assurer un processus de transition consensuel et pacifique».

## Lutte contre le terrorisme : vers la mise en place d'une force régionale de 5000 hommes

La situation sécuritaire dans la région, avec notamment le terrorisme, l'extrémisme violent, la criminalité transnationale organisée, les changements anticonstitutionnels de gouvernement, la désinformation, a été abordée lors de cette rencontre. Relevant que ces problèmes «sèment la méfiance et compromettent les valeurs et les normes régionales», les chefs d'Etat de la Cedeao font remarquer qu'ils continuent de poser des défis à la sécurité et à la stabilité de la région, «par le spectre des guerres par procuration dans la région, résultant de la concurrence géopolitique et géostratégique renouvelée qui y prévaut». S'agissant de la lutte contre le terrorisme et des autres menaces pesant sur la sécurité et la stabilité de la région, la Conférence a réaffirmé son engagement à les éradiquer. A

## Lutte contre les inondations

### A Kaolack, Cheikh Tidiane Dièye promet des «actions rationalisées»

Le ministre de l'Hydraulique et de l'assainissement, Cheikh Tidiane Dièye, venu au chevet des populations des zones envahies par les eaux de pluie à Kaolack (Centre), a promis de mener des «actions rationalisées» pour éradiquer les inondations. «J'ai demandé à tous les services de faire en sorte que, dès demain matin», lundi, «des actions rationalisées soient menées, qui puissent avoir des résultats», a-t-il dit. Cheikh Tidiane Dièye signale que les démarches prévues seront menées «avec la collaboration de la Municipalité de Kaolack».

Le ministère et ladite mairie vont «mutualiser» leurs efforts, selon M. Dièye. Il a visité les zones inondées à Kaolack, dimanche, à la suite des fortes pluies tombées sur cette ville. Le ministre de l'Hydraulique et de l'assainissement était venu s'enquérir de la situation des inondations dans cette commune et assurer les populations affectées de sa solidarité et de celle du gouvernement. «On travaille sur des actions d'urgence, les problèmes sont identifiés et on va accélérer le travail dès ce soir en faisant venir des engins qui vont renforcer le curage, creuser davantage les bassins et continuer le pompage avec plus d'électropompes, pour évacuer les eaux et soulager les familles envahies par les eaux»,



Par Sucré-Salé

## Précautions d'hivernage

Même les éléments naturels n'ont pas accordé de temps de grâce au pouvoir du Président Diomaye. L'hivernage s'annonce particulièrement pluvieux ; et le temps n'est pas à savoir si ceux qui étaient là avaient vraiment mis les moyens nécessaires pour éviter aux populations les affres des inondations. Quand les rues et les maisons servent de bassins versants, les habitants ne veulent savoir qu'une chose, qui va les tirer d'affaire. Heureusement pour notre chef de l'Etat, son Premier ministre a déjà tout prévu. Il sait quand il va pleuvoir, et a déjà pris toutes les mesures de protection.

cet égard, note-t-on dans le document : «Elle se félicite des propositions faites par les ministres de la Défense et des Finances en vue d'activer une force régionale pour lutter contre le terrorisme, notamment la mise en place d'une force de 5000 hommes, en commençant par une brigade de 1650 hommes qui pourrait être progressivement renforcée dans un délai précis.» Sur cette question, «la Conférence charge le président de la Commission de faciliter de nouvelles consultations sur les modalités et options de mobilisation des ressources financières et matérielles internes sur une base obligatoire pour soutenir l'activation de la force régionale de lutte contre le terrorisme, y compris la convocation d'une réunion technique des ministères compétents». Concernant toujours ce sujet, le président de la Commission a été chargé «d'explorer d'autres possibilités de mobilisation de ressources avec la Commission de

l'Union africaine, notamment dans le cadre de la Résolution 2917 du Conseil de sécurité des Nations unies du 21 décembre 2023 et des résultats du Groupe de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel conjointement facilité par l'Ua, l'Onu et la Cedeao». Pour ce qui est de la gouvernance et de la démocratie, il est indiqué dans le communiqué final que «la Conférence réaffirme son engagement indéfectible en faveur de la bonne gouvernance et de l'ordre constitutionnel, félicite la Commission pour la diligence dont elle a fait preuve en impliquant les Etats membres dans des consultations en vue de la révision du Protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance». En plus, «elle charge la Commission de poursuivre les consultations avec les Etats membres, en vue de finaliser la révision pour examen lors de sa prochaine session».

là depuis longtemps, parce que les causes ne peuvent pas être éradiquées en deux ou trois mois», a précisé M. Dièye. «J'ai dit, ici, à Kaolack, et partout dans le pays que je ne promettrais jamais qu'il n'y aura pas d'inondations. Mais partout où il y aura des difficultés, vous nous verrez à vos côtés. Nous ne vous laisserons pas dans ces difficultés [...] Nous allons tout faire pour vider l'eau de vos maisons», a-t-il promis.

Cheikh Tidiane Dièye rappelle que personne ne doit habiter dans les zones non aedificandi, où la nappe affleure pendant la saison sèche. «Quand on construit sa maison dans ces zones-là et que derrière il n'y a pas de réseau d'assainissement, forcément, pendant la pluie, les eaux vous envahissent», a-t-il dit.

Le ministre de l'Hydraulique et de l'assainissement annonce que des «projets d'envergure seront mis en œuvre après l'hivernage». «Kaolack fait partie des villes prioritaires», a-t-il promis, précisant qu'il s'agira de doter les villes bénéficiaires d'infrastructures d'assainissement. «Les études seront lancées rapidement pour que tous les projets figurant dans le programme politique du Président Bassirou Diomaye Faye en matière d'assainissement soient mis en œuvre aussitôt après l'hivernage», a-t-il assuré.

## Projet de l'union monétaire Le temps de définir les modalités

**Par D. KANE**

Le projet de la monnaie commune a été aussi au menu des échanges lors de cette rencontre. Ainsi, il est souligné dans le document que «les chefs d'Etat ont pris note des conclusions de la deuxième réunion du Comité de haut niveau sur les modalités pratiques pour la création de l'Eco». Décision a donc été prise «de maintenir le Pacte de stabilité et de convergence macroéconomique entre les Etats membres de la Cedeao en l'état et à inviter la Commission à lui soumettre un projet d'acte additionnel définissant les modalités de

participation des Etats membres à l'Union monétaire à sa première Session ordinaire de 2025». Et les auteurs du document d'ajouter : «La Conférence instruit : la Commission, en collaboration avec l'Amao, de procéder à l'évaluation des coûts, à l'identification des sources et des modalités de financement de la mise en place des institutions nécessaires pour la création de l'Eco à lui soumettre lors de sa première Session ordinaire de 2025, le Comité de haut niveau de lui soumettre un rapport à sa prochaine session ordinaire.»

dkane@lequotidien.sn

## ZIGUINCHOR Agression contre les femmes Kafountine met en place une batterie de mesures sécuritaires

**Face à la multiplication d'agressions contre les femmes, Kafountine a pris une batterie de mesures pour surveiller la ville. Il s'agit, entre autres, de réglementer la surveillance de la circulation et aussi des restrictions dans certains secteurs d'activité.**

Par Khady SONKO

A Kafountine, tout le monde est transi de peur. Pour faire face à la série d'agressions contre les femmes et assurer la sécurité des populations de manière générale, la ville de Kafountine entreprend des mesures sur la circulation des personnes, des motos *Jakarta* à partir d'une certaine heure. Aussi, «les gens qui résident à Kafountine sans pièces d'identification, nous allons exiger à ce qu'ils quittent. Les étrangers qui n'ont pas de carte de résidence, nous allons demander à ce qu'ils soient régularisés», a indiqué le maire de Kafountine dans un entretien accordé au *Quotidien*.

Au niveau des délégués de quartier et des bailleurs, ajoute David Diatta, «nous allons demander à chaque bailleur d'enregistrer ses locataires et qu'il y ait un registre au niveau du délégué de quartier». Les responsables de campement devront aussi faire pareil. «Je vais rencontrer les délégués de quartier, le président de la jeunesse, les femmes pour définir des mesures à prendre», dit M. Diatta à l'issue d'une réunion d'urgence. «Après je vais le faire dans les quartiers pour voir les dispositions à prendre pour assurer la sécurité des populations», indique le maire.

Parallèlement à cela, il est prévu la mise en place de comités de surveillance. «Cela a déjà commencé d'ailleurs, mais nous comptons le renforcer en collaboration avec la gendarmerie sur place en attendant que les brigades de police ou de gendarmerie soient installées. Les vagabonds qui sont au quai de pêche et qui dorment à l'air libre, on va les déguerpir», a déclaré l'élu.

D'autres mesures ne sont pas exclues pour assurer la sécurité des populations de Kafountine. Par rapport aux victimes, la Municipalité est en train de voir, avec la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance, comment les accompagner. La gendarmerie a ouvert une enquête dès le premier cas.

Il faut savoir que depuis le mois de février 2024, 12 cas de violences physiques et sexuelles ciblant uniquement des femmes ont été dénombrés. Face à cette situation, la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance et les organisations de la Société civile se sont indignées et ont condamné fermement la série d'agressions contre les femmes dont le théâtre d'opération est la commune de Kafountine. En effet, les «séviçes infligés aux survivantes sont d'une telle gravité qu'elles ont été toutes évacuées à Ziguinchor ou Dakar pour une prise en charge médicale», regrette la plateforme dans le communiqué. La treizième agression, indique-t-on, «a eu lieu dans la nuit du vendredi 28 juin 2024 au quartier de Nafacounda et s'est soldée par l'assassinat de madame Awa Cissé, en état de grossesse et mère de trois enfants, retrouvée morte dans sa chambre».

ksonko@lequotidien.sn

## Résultats provisoires du Bac 2023-2024 14, 57% de réussite au 1er tour à Ziguinchor

Par Khady SONKO

La région de Ziguinchor enregistre un taux de réussite de 14, 57% au premier tour du Baccalauréat 2023-2024 avec trois mentions «Très bien». Selon l'Inspection d'académie de Ziguinchor, il y a un léger bond par rapport à l'année dernière où il y avait 14, 16%. Tout de même, les résultats restent catastrophiques.

La proclamation des résultats de l'ensemble des centres d'examen de toute la commune de Ziguinchor s'est faite au lycée Djignabo Bassène avec des transmissions en direct à travers des antennes locales. Cette déclaration a mobilisé peu de monde hier. Mais le stress et la peur étaient perceptibles, surtout chez les candidats.

Les résultats étaient annoncés

pas ordre de table. Les jurys se succédaient au micro pour annoncer les résultats sous un ciel nuageux. L'annonce de chaque jury était synonyme de la fameuse et redoutée phrase : «Approchez-vous.» Ainsi les élèves et leurs proches s'approchaient, la peur au ventre. Et c'est parti pour des cris stridents, tantôt de joie, tantôt de déception. Malgré la réussite, les élèves pleuraient les genoux à terre, d'autres couraient dans tous les sens. A la prononciation du groupe de mots : «Fin de liste», l'on pleurait, et l'on se roulait par terre. Et les accompagnants consolait les malheureux candidats. A côté de ceux évanouis, d'autres qui pleuraient de joie étaient tout aussi inconsolables.

ksonko@lequotidien.sn

## TRAVERSES

Par Hamidou ANNE  
hamidou.anne@lequotidien.sn

## La farce tragique de l'Aes

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont posé le 6 juillet, un nouvel acte dans leur volonté de quitter la Cedeao, après la première annonce faite en janvier dernier.

Les trois pays ont lancé en grande pompe la Confédération «Alliance des Etats du Sahel» à travers la Déclaration de Niamey. Les trois dirigeants putschistes poursuivent leur attitude de défiance vis-à-vis de la communauté économique régionale ouest-africaine. Il ne saurait en être autrement quand on a confisqué le pouvoir par les armes au mépris des règles communautaires, avec une volonté d'y rester en dépit du bon sens, des engagements passés et de la logique de l'histoire de la région.

Tiani, Goïta et Traoré ont rompu l'ordre constitutionnel dans leur pays au nom de la souveraineté, de la reprise en main de l'outil sécuritaire face aux menaces des groupes armés terroristes et de l'inaction supposée de présidents élus démocratiquement. Depuis, aucune de leurs promesses n'a été tenue en dépit des bravades et des bains de foule.

Goïta, Tiani et Traoré se moquent du destin de leur pays ; le drame que vivent leurs concitoyens les laisse de marbre. Ils ne sont animés par aucun esprit patriotique ni par aucune volonté progressiste visant à rompre avec la corruption, les détournements de fonds et la mal-gouvernance que l'on pouvait reprocher aux régimes précédents. Au Burkina Faso, Ibrahim Traoré, qui se peint en Sankara, n'a pas une once de flamme progressiste pour émanciper les populations les plus vulnérables, les jeunes et les femmes notamment. Il s'est arrogé un délai supplémentaire au pouvoir. Au Mali, Assimi Goïta emprisonne les opposants, dissout les partis et associations à but politique et ne montre aucune velléité de mettre un terme à la transition qui dure depuis 2021.

Sous Tiani, le Niger n'arrive pas à endiguer la menace des diverses milices dans le pays. Les autorités putschistes maintiennent le Président Bazoum en otage dans des conditions scandaleuses et inacceptables.

Les massacres par les bandes armées se poursuivent dans les pays de l'Aes malgré le parapluie russe. Parfois ces raids meurtriers sont même le fait de militaires en compagnie des mercenaires affiliés au groupe Wagner. Les armées, qui avaient promis de secourir des citoyens éprouvés, versent parfois dans une entreprise non dissimulée de nettoyage ethnique visant une catégorie de population. Les économies des membres de l'Aes sont en grande difficulté du fait des sanctions infligées par les instances régionales mais aussi et surtout de l'incapacité de ces militaires à gouverner. Malgré la situation chaotique des trois pays, le quarteron de putschistes bande les muscles, souffle sur les braises de l'anti-France, délégitime les institutions pour se maintenir au pouvoir, sans renier le chaos. Ils sont prêts à régner sur des ruines s'ils peuvent jouir des lambris dorés des palais, loin du front où des soldats laissés à eux-mêmes, sans armement, sans munitions, sans entraînement, tombent sous les balles des terroristes.

Quitter la Cedeao n'est qu'une grossière manœuvre de gens obnubilés par le fait de rester au pouvoir tout en ne rendant aucun compte. Ils violent de manière systématique les droits humains, appauvrissent davantage des économies déjà malades, ferment leurs pays au monde et expriment au quotidien la brutalité et l'irresponsabilité. L'Aes, qui se prévaut d'être un recours face à une Cedeao jugée sous la tutelle de la France -ce qui est une contrevérité- n'est qu'une farce grossière de gens animés uniquement par la volonté de jouir du pouvoir par l'instrumentalisation de la précarité et du désir d'espérance des jeunes. D'ailleurs, qu'est-ce qui retient encore ces souverainistes en treillis, éminents démocrates mandatés par les électeurs, dans l'espace Uemoa ? Il me semble que c'est cette organisation qui régit la monnaie objet de fantasmes et d'accusations de soumission à la France de tant de populistes et démagogues en Afrique et dans sa Diaspora.

Mais la rengaine tiers-mondiste, relayée par un puissant appareil sur internet et dans les médias, ne tiendra pas toujours face aux vraies urgences des Maliens, des Burkinabè et des Nigériens. Ces derniers, au moment où les chefs des juntes mettent sur pied l'Aes, font face à des préoccupations de survie quotidienne : l'eau, la nourriture, l'électricité, la sécurité... La jeune militante des droits de l'Homme du Mali, Fatouma Harber, a résumé cette tragique farce de l'Aes par cette phrase drôlement à propos : «24h sans électricité. Oui je sais que nous sommes souverains maintenant !»

Ces régimes illégitimes, membres de l'Aes, comme toutes les autocraties, vivent de la rente de la peur et de la manipulation. Ils vont aussi continuer à brandir le complot étranger, l'ennemi intérieur et le sabotage pour se maintenir au pouvoir tout en échouant à régler les problèmes de leurs concitoyens. Ils vont user jusqu'au bout le fil réducteur et anachronique du nationalisme et du souverainisme de pacotille. Au regard des vies en jeu, tout ceci relève d'une tragique farce.

## SANTÉ Mortalité maternelle et néonatale et Ist Mbacké et Bambey très touchés

**Les infections sexuellement transmissibles dont le Sida connaissent une progression dans le département de Mbacké. A Touba, les acteurs de la santé éprouvent des difficultés à sensibiliser les adolescents et les jeunes à cause de la spécificité de la ville religieuse. Tandis qu'à Bambey, le taux d'avortement et de mortalité maternelle et néonatale inquiète les acteurs de la santé. La caravane de la presse effectuée ce week-end dans la région de Diourbel a permis de faire ce constat.**

Le département de Mbacké affiche des résultats très positifs dans le domaine de la santé de reproduction. Après avoir été capacités en santé de la reproduction et en nutrition et appuyés par des Organisations communautaires de base (Ocb), les sages-femmes et infirmiers promeuvent la santé de la mère et de l'enfant. En attestent les résultats obtenus par le district sanitaire de Mbacké qui occupe toujours la première place au sein de la Direction régionale de la santé de Diourbel. Les indicateurs dans le Pev, dans la Srmania N et d'autres indicateurs le prouvent. Selon Mme Awa Ndiaye, sage-femme et technicienne supérieure, coordinatrice Santé de la reproduction du centre de santé de Mbacké, le nombre de femmes ayant effectué 4 Cpn est à 42%, alors que l'année n'est pas terminée. «Par rapport aux femmes enceintes qui ont pris la Sp3, c'est-à-dire les trois comprimés qui les préservent du paludisme, nous sommes à 49,92%. Pour les femmes sous Milda, nous sommes à 56,2%. Concernant les femmes qui ont été dépistées au Vih et à la syphilis, nous en sommes à 52,06%. Pour les accouchements assistés par un personnel qualifié, on est à 46,5%. Pour le nombre d'enfants ayant bénéficié d'un paquet de soins à la naissance, le district de Mbacké est à 53,5%», déclare Mme Awa Ndiaye. Elle ajoute : «Toutefois, le district rencontre des difficultés pour le nombre d'accouchées ayant effectué trois consultations prénatales, même si nous faisons des pieds et des mains pour résoudre cette difficulté, nous sommes à 15%. Certes c'est faible, mais nous avons des stratégies que nous mettons en œuvre pour résorber ce gap», indique la coordinatrice Sr de Mbacké. Concernant la Planification familiale, le dis-

trict a par contre fait des progrès. Il est à 12%.

A Mbacké, le taux des Infections sexuellement transmissibles (Ist) chez les adolescents et les jeunes dont le Vih/Sida inquiète. D'ailleurs, lors de la caravane de la presse initiée par la Direction de la santé de la mère et de l'enfant (Dsme), en collaboration avec l'Association des journalistes en santé population et développement (Ajspd), la coordonnatrice du Centre conseil adolescents (Cca) a révélé que la maladie connaît une progression dans cette localité. «Rien que pour l'année 2023, ce sont 70 jeunes âgés entre 14 et 24 ans qui ont été testés positifs au Vih. Des jeunes dont la plupart sont des filles célibataires en état de grossesse», déclare Ndèye Arame Sy Ndao. Le mois dernier, 7 cas positifs ont été décelés lors des tests organisés au centre de santé de Mbacké. «Et la majorité était des jeunes garçons qui ont entre 20 et 35 ans», révèle-t-il. D'où l'importance, pour la coordonnatrice Cca de Mbacké, de leur assurer un accompagnement psychosocial jusqu'à la naissance de l'enfant.

En plus des filles, elle a indiqué aussi que les Ist touchent aussi les garçons. Ainsi, pour conduire les adolescents et les jeunes à un changement de comportements, le Cca fait de la sensibilisation pour les Ist au niveau des écoles et alentours. Sauf à Touba. Le Cca a aussi distribué plus de 1000 préservatifs l'année dernière dans la zone.

Par ailleurs, le district sanitaire de Bambey est aussi touché par le Vih. Dr Marème Maty Dioum, médecin-chef adjoint du district sanitaire de Bambey, qui polarise 33 postes de santé et 54 cases de santé qui sont fonctionnels, expose une réalité : c'est la seule structure de prise en charge du Vih. «Dans notre cible active, nous sommes à 164 personnes vivant avec le Vih et parmi elles, 14 sont des personnes qui ont moins de 18 ans. Pour le Vih, il y a des perdus de vue mais pas dans cette tranche d'âge», renseigne Dr Marème Maty Dioum.

Toutefois, le district rencontre des difficultés aussi par rapport à l'observance, le district dispose d'une équipe pluridisciplinaire. «Mais, c'est un peu difficile de faire arrêter ces femmes l'allaitement. Nous avons eu récemment un cas qui avait déclaré arrêter, mais par reflexe elle a allaité son enfant devant nous. C'est un peu difficile pour elles, c'est un contexte socioculturel où elles se doivent d'expliquer le pourquoi de cet arrêt», regrette le médecin-chef adjoint. Selon Mme Dioum, «le plus important aujourd'hui serait de convaincre les malades à venir prendre leur traitement pour l'amélioration de leur propre

santé, mais aussi de la santé de toute la population qui est autour d'elles».

### Le cas de Touba

A Touba, les autorités sanitaires misent sur la communication pour pénétrer la cible adolescents et jeunes. Dans cette cité religieuse, il fut un temps personne n'osait parler de questions liées à la santé de la reproduction. Aujourd'hui, avec le dynamisme des 40 Organisations communautaires de base (Ocb), appuyées par le district sanitaire Serigne Mbacké Madina de Touba, les enjeux liés à la santé de la reproduction sont bien compris par les populations. Mais, il faut que le terme «Planification familiale» ne soit pas utilisé, car n'étant pas un terme approprié à Touba. Manel Fall, président des acteurs communautaires de Touba, expose la situation : «Le terme que nous utilisons, c'est xekh neff (lutter contre les grossesses rapprochées). Avec des explications nettes, claires et précises, on les oriente vers les méthodes contraceptives. Il faut comprendre que nous sommes dans une ville religieuse, dès que vous parlez de Pf, on pense que vous voulez limiter les naissances. C'est pourquoi nous insistons sur l'espace des naissances.» Pédagogue sur la méthode, il enchaîne : «Mais aussi, on leur précise que c'est pour les femmes qui sont dans les liens du mariage et qui ont l'assentiment de leurs maris qui, parfois même, les accompagnent à venir dans la structure de santé.» Ils sont même accompagnés dans cette sensibilisa-



tion par les religieux qui, dans leurs sermons, parlent des bienfaits de l'espacement des naissances. Le président des acteurs communautaires insiste sur l'amélioration de la communication : «Maintenant, ce qu'il faut faire, c'est améliorer la communication. Nous pensons qu'à Touba, la première ville du Sénégal, il faut aussi prendre en compte que nous avons une population rurale dont beaucoup n'ont pas appris le français. Ce qui fait que l'aisance que vous avez dans les autres régions pour expliquer aux femmes les risques de maladies est différente. Vous allez consacrer plus de temps à Touba pour les explications pour que les gens comprennent. Je me souviens au début avec le Sida, on avait beaucoup de difficultés pour faire passer le message. Maintenant, ce n'est plus difficile pour nous.»

En plus de la communication, un autre écueil se dresse devant ces acteurs de la santé. Il s'agit

de la sensibilisation sur la cible adolescents et jeunes pour discuter sur la santé de la reproduction. D'ailleurs, il n'y a pas de centre ado dans la cité religieuse à Touba vu la spécificité de cette ville. «Il y a une réalité, les filles sont données en mariage très tôt et elles continuent leurs études étant jeunes. Nous n'avons pas de centre ado pour les sensibiliser. En plus, il y a beaucoup de jeunes à Touba, il faut voir quelles stratégies allons-nous adopter, avec l'appui du district, pour les sensibiliser», espère Manel Fall. Il poursuit : «Nous travaillons en parfaite collaboration avec le district sanitaire de Touba pour lutter contre les maladies, à plus forte raison les décès maternels et néonataux. Le travail surtout des badienou gox dans la Pf n'est pas facile à Touba. Il fut un temps, c'était très difficile, mais aujourd'hui, c'est devenu plus facile.» Une nette avancée, évidemment !

### Avortements et décès maternels, malnutrition

## Les urgences à Bambey

Malgré un taux de prévalence de 14,6% pour la Planification familiale, le district sanitaire de Bambey connaît un taux élevé d'avortements. Selon Françoise Awa Guèye, maîtresse sage-femme du centre de santé de Bambey, il y a eu 47 avortements au mois de juin dernier dont 3 avaient fait la Planification familiale. Aujourd'hui, le centre de santé de Bambey vit aussi d'autres difficultés liées à la prise en charge des urgences, surtout chirurgicales. «Nous effectuons énormément d'évacuations au niveau de l'Hôpital régional de Diourbel par jour. Dans la journée, ça peut aller jusqu'à 10 évacuations et ce n'est pas sans conséquences. Les trois dernières années, nous avons enregistré au moins 6 décès maternels, même si aujourd'hui il y a une tendance baissière. Bambey a une population énorme : 422 mille 128 habitants en 2024. Elle mérite un hôpital de niveau 1, à défaut, un bloc opératoire qui pourra prendre en charge les urgences chirurgicales au niveau du département», plaide Djibril Thiaré, Point focal nutrition du centre de santé de Bambey. Selon lui, le site est déjà identifié dans le centre de santé. «Nous avons tout planifié, mais cela fait deux ans que nous avons des promesses et rien n'est encore fait. On aimerait que ce bloc soit ouvert pour sau-

ver la population de Bambey. Les décès maternels que nous avons enregistrés étaient évitables et l'audit fait de ces décès nous le montre», regrette Djibril Thiaré.

En ce qui concerne la nutrition aussi, les signaux sont au rouge. Car, le centre de santé a enregistré au niveau du Centre de récupération nutritionnel (Cren) de Bambey, 11 décès l'année dernière. «Nous avons une prévalence qui est très élevée. Si on considère l'Eds 2023, le Sénégal est à 10% de Malnutrition aiguë sévère (Mas), dans la Direction régionale de Diourbel dont Bambey fait partie, on est à 17,4. Ceci n'est pas sans cause, avant que l'enfant ne tombe dans la malnutrition, il traverse des épisodes durs. Soit c'est la nourriture, soit c'est une maladie qui conduit à la malnutrition», expose M. Thiaré.

Une situation due en partie à la rupture des intrants qui disparaissent parfois dans la chaîne alimentaire de l'enfant. «On ne les voit pas dans le circuit et nous avons un seul circuit d'approvisionnement et c'est la Pharmacie régionale d'approvisionnement (Pra). Donc, il faut qu'on nous aide à avoir la disponibilité en permanence pour pouvoir satisfaire les besoins au niveau de cette tranche d'âge», plaide le Point focal nutrition du centre de santé de Bambey.

TRANSPORT Zone de libre-échange continentale africaine

# Le Cosec pour un système de cabotage régional

Le Conseil sénégalais des chargeurs (Cosec), en collaboration avec les autres chargeurs africains, œuvre pour la mise en place d'un système de cabotage dans la cadre de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Au cours d'un atelier réunissant des représentants des 19 pays membres de l'Union des chargeurs africains (Uca), la Directrice générale, Ndèye Rokhaya Thiam Sow, a donné le Consortium sénégalais d'activités maritimes (Cosama), qui assure la liaison entre Dakar et Ziguinchor, en exemple.

Par Alioune Badara CISS  
Correspondant

Dans la mise en œuvre de l'accord relatif à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), l'Union des chargeurs africains (Uca) ne veut pas être en reste. Pour apporter leur pierre à l'édifice, les chargeurs africains se sont réunis au Sénégal, sous la houlette du Conseil sénégalais des chargeurs qui en assure la présidence, afin d'échanger sur la convention régionale de la Zlecaf. Et pour le Cosec, les acteurs devraient penser à mettre en place un système de cabotage régional, dans le cadre de la Zlecaf. Ndèye Rokhaya Thiam Sow, Directrice générale du Cosec, compte beaucoup sur la collaboration de l'ensemble de ses homologues africains pour voir comment cet accord doit être mis en œuvre au niveau des pays respectifs pour réduire le coût du transport, l'amélioration des infrastructures routières, avec un pan important pour le transport maritime. A son avis, le cabotage régional, qui consiste à acheminer des passagers et des marchandises par mer entre des ports du Sénégal et des ports

d'Afrique, pourrait être un atout majeur dans la lutte contre le chômage, la création d'emploi, surtout écologique. Ainsi a-t-elle donné le Consortium sénégalais d'activités maritimes, qui assure la liaison entre Dakar et Ziguinchor, en exemple. «Le Cosama joue un rôle déjà très important au niveau national. Avec les nouvelles autorités, nous allons pouvoir donner plus de moyens à ce consortium pour qu'il puisse réussir sa mission», a promis la Directrice générale du Cosec, à l'ouverture des travaux de cette rencontre.

En écho à ces propos, Mamadou Goudiaby, directeur de Cabinet de la ministre des Pêches, des infrastructures maritimes et portuaires, a magnifié cette rencontre qui vise à sensibiliser, au niveau national, des importateurs, des exportateurs, mais aussi des chargeurs pour essayer d'avancer pour la ratification de la convention régionale sur le transport de la zone de libre-échange continentale africaine.

Selon lui, le constat sur le terrain montre qu'il n'y a pas de réglementation au niveau international hormis la convention internationale des Nations



unies qui permet d'encadrer cette activité des chargeurs, mais également l'activité des importateurs et des exportateurs pour que tout le pays puisse aller vers la ratification de cette convention et ensuite qu'il puisse transposer les dispositions internationales dans leur droit au niveau national. «Donc, il est intéressant que tous ces pays membres de l'Union africaine, que chacun de nous dispose également de son dispositif, ça peut être un décret, une convention, un cadre juridique, en tout cas pour réglementer les activités de transport, d'exportation, mais également des chargeurs au niveau maritime, que ça soit pour les marchandises de manière générale, mais également pour ce qui est des produits de la pêche», a indiqué Dr Mamadou Goudiaby.

Pour ce faire, il indique la voie à suivre. «Il faut d'abord sensibiliser tous ces acteurs étatiques et non étatiques pour leur dire que leur activité ne pourra durer, se faire conformément aux règles nationales et internationales que lorsqu'on aura un cadre juridique

national.»

Au niveau national aussi, il a donné l'exemple du transport par voie maritime comme la ligne maritime Dakar-Ziguinchor. «En dehors des navires qui assurent cette liaison maritime, il y a des navires qui assurent le cabotage qui, aujourd'hui, ne sont peut-être pas dans la convention entre l'Etat et le Cosama. On peut développer énormément cette activité de cabotage même de transport des biens et des personnes à l'image de ce qu'on fait par exemple entre Dakar et Ziguinchor. On peut le faire au niveau de la sous-région en

créant une liaison Dakar-Bissau, Conakry-Freetown-Dakar. Ce serait vraiment intéressant», a précisé le directeur de Cabinet.

A l'image de la Commission sous-régionale des pêches qui réunit ces Etats, «si nous avons ce système de cabotage et ce système de transport des biens et marchandises au niveau de ces 7 pays, ce serait vraiment très intéressant», espère Dr Goudiaby. Cet atelier de sensibilisation avait pour thème : «Le système des transports africains à l'impératif de la mise en œuvre de la Zlecaf.»

abciss@lequotidien.sn

## Secteur moderne hors Administration Hausse de 1,4% du nombre d'employés

Par Dialigué FAYE

Au premier trimestre 2024, le nombre d'employés salariés dans le secteur moderne hors Administration publique est évalué à 338 125 contre 333 321 un an plus tôt, soit une augmentation de 1,4%, selon la dernière Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (Eerh). «Cette évolution est consécutive à la progression des effectifs dans tous les secteurs hormis l'industrie. Le repli du nombre d'employés dans le secteur de l'industrie estimé à 8,9% est lié à celui des effectifs dans les activités de fabrication de 10,5%», explique l'Agence nationale de la statistique et de la démographie. L'Ansd relève, toutefois, «une augmentation du nombre d'employés dans le sous-secteur des activités de production d'eau de 15,7%, des activités extractives de 5,1% et de production et distribution de gaz et d'électricité de 3,3%. L'accroissement des effectifs dans les services évalué à 4,9% est imputable à l'augmentation du nombre d'employés dans ses sous-secteurs hormis celui des activités financières et d'assurance de 2,6%».

S'agissant de la masse salariale, sous cette même période, elle s'établit à «378,5 milliards de francs Cfa contre 347,3 milliards de francs Cfa un an plus tôt, soit une hausse de 9%». Cet accroissement, d'après l'Ansd, «fait suite à l'aug-

mentation de la masse salariale dans les secteurs de la construction de 33,8%, de l'industrie, 15,5%, des services, 4,2% et du commerce, 2,3%. L'augmentation de la masse salariale dans le secteur de l'industrie est portée par celle des rémunérations dans tous ses sous-secteurs, en particulier celui des activités de production d'eau et de l'assainissement estimée à 26,6% et des activités extractives, 23,7%. Dans les services, la progression de la masse salariale est consécutive à sa hausse dans les sous-secteurs des activités sportives et récréatives évaluée à 16,9%, des activités de services de soutien et de bureau, 14,9%, du transport et de l'entreposage, 12,2%, de l'enseignement, 12,1%, de l'hébergement et de la restauration, 11,5% et de l'information et de la communication, 8,6%».

Quant à la durée moyenne hebdomadaire travaillée par employé, elle est estimée à «41,4 heures au premier trimestre 2024 contre 41,5 heures au trimestre correspondant de l'année précédente, soit une baisse de 0,3%. Cette situation est imputable principalement à la diminution des heures moyennes hebdomadaires travaillées dans les services évaluée à 2,2%, dans l'industrie, 1,5%, ainsi que dans la construction, 0,1%. En revanche, sur la même période, elles ont augmenté dans le sous-secteur du commerce de 2,4%».

dialigué@lequotidien.sn

## Marché des titres publics de l'Uemoa au 1er semestre 2024 Baisse des levées de fonds et hausse des remboursements

Le marché des titres publics a maintenu son importance comme source de financement, malgré une baisse des volumes. Cette diminution est attribuée par plusieurs observateurs à l'amélioration des conditions de financement mondiales et au retour de trois pays de l'Union sur le marché des eurobonds.

Durant les six premiers mois de 2024, le marché des titres publics de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) a affiché des dynamiques contrastées, marquées par une baisse des levées de fonds et une hausse significative des remboursements. Selon les données récentes analysées par l'Agence Ecofin, les mon-

tants totaux mobilisés ont atteint 3794 milliards de francs Cfa, soit 6,26 milliards de dollars, traduisant une baisse de 7,62% par rapport à l'année précédente sur la même période.

Cette contraction des mobilisations est principalement attribuable à une réduction de 33,56% des émissions d'obligations assimilables du Trésor (Oat) qui se sont chiffrées à 1299 milliards de francs Cfa. Cependant, cette baisse a été partiellement atténuée par une hausse de 16% des émissions de Bons assimilables du Trésor (Bat), qui ont atteint plus de 2494 milliards de francs Cfa. Le nombre total d'adjudications a légèrement fléchi, passant à 90, soit une diminution de 1,10%.

Malgré ce repli, les Etats ont continué à rembourser leurs dettes. Si aucun défaut n'a été observé hormis le Niger sous sanction durant les deux premiers mois de l'année, le montant total remboursé par les

Etats a grimpé de quasiment 38%, s'établissant à 2961 milliards de francs Cfa. L'encours global de la dette des pays sur le marché des titres publics par adjudication géré par Umoa-titres s'est ainsi légèrement accru, s'établissant à plus de 15 793 milliards de francs Cfa.

La répartition de la dette continue de voir la Côte d'Ivoire en tête avec 26% de l'encours total, avec une dette consolidée de 4075 milliards de francs Cfa, en augmentation de 1,39% au cours des six premiers mois. La première économie de l'Uemoa est suivie du Sénégal (18%) qui a vu son encours baisser au cours de la première partie de l'année. Bien que faible, cette baisse s'aligne sur la stratégie du pays de la Teranga dont le taux d'endettement reste le plus élevé de l'espace d'intégration. Le Togo, représentant 13% des encours sur le marché, arrive en troisième position.

**INFRASTRUCTURES** Réhabilitation du Stadium Marius Ndiaye

## Le partenariat avec l'Apix comme alternative pour le ministère des Sports

La Convention signée hier avec l'Apix devrait être une alternative pour le ministère en charge des Sports, de booster son programme de construction et de réhabilitation des infrastructures. A l'image du Stadium Marius Ndiaye qui est à l'agonie.

Par Woury DIALLO

La réhabilitation du Stadium Marius Ndiaye est plus que jamais devenue une nécessité. Le temple de la balle orange ne répond plus aux normes depuis belle lurette. Malgré les promesses de réfection faites depuis quelques années par l'ancien régime, l'une des plus vieilles infrastructures du basket sénégalais semble être abandonnée à son propre sort.

Les premières pluies de l'hivernage survenues ce week-end, viennent encore rappeler l'urgence de se pencher sur l'avenir dudit stadium qui a abrité les plus belles pages de l'histoire de la discipline.

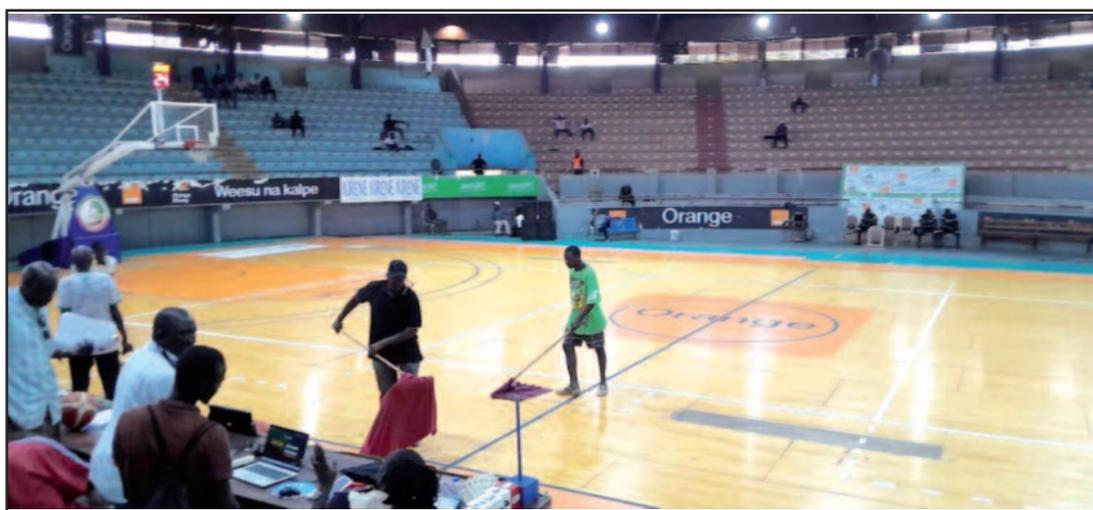
Comme à chaque fois, il suffit de quelques gouttes de pluie pour que les matchs de basket soient interrompus et reportés à une date ultérieure. Comme ce fut le cas ce week-end. Le vieux parquet se transforme en une patinoire à cause d'une toiture rénovée pourtant à maintes reprises, mais qui ne peut plus retenir les gouttes de pluie. Une situation embarrassante qui oblige souvent l'instance fédérale à rallonger le calendrier d'une saison difficile à maîtriser.

L'arrivée des nouvelles autorités sonne donc comme une bouée de sauvetage. Si on sait que le volet infrastructures semble occuper une place

importante dans le «Projet» de la Coalition «Diomaye Président», porté en sport par la nouvelle ministre Mme Khady Diène Gaye.

Interpellé sur le sujet, le nouveau directeur des Infrastructures sportives estime que la nouvelle Convention avec l'Apix, signée hier (voir par ailleurs), pourrait être une alternative pour sauver le temple du basket sénégalais.

«Il y avait un programme pour rénover le Stadium Marius Ndiaye. Un projet qui a déjà été étudié. Le ministère s'est engagé aussi avec l'Apix pour l'accompagnement dans la réalisation de ses projets et dans la recherche de financements. Justement, ce projet va être étudié dans le cadre de cette Convention signée avec l'Apix», explique au bout du fil Cheikh Sarr. Qui ajoute : «Comme vous le savez, il y a une directive du président de la République (Diomaye Faye) concernant la mise en place d'une politique plus efficace et efficiente en matière de construction, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures. Nous le savons tous, le stadium est dans un état qui n'est pas aux normes pour le moment. Il faut donc nécessairement qu'on pense à le rénover et le mettre aux normes des compétitions internationales parce qu'il peut abriter des matchs de



Coupes d'Afrique.» Un impératif pour ce temple du basket sénégalais, souvent ouvert à d'autres disciplines.

### M. Sarr : «Bientôt des séances de travail avec l'Apix pour Marius Ndiaye»

«Maintenant, comme c'est un projet, il faut l'étudier avec tous les acteurs. C'est vrai que le ministère est la tutelle des fédérations, mais il faut nécessairement impliquer les fédérations concernées pour que durant les travaux qu'elles

aient d'autres lieux où elles pourront décentraliser provisoirement leurs activités. Ce qui est un aspect très important», souligne le directeur des Infrastructures sportives.

Quant au démarrage des travaux, M. Sarr annonce une séance de travail dans les semaines à venir. «La Convention vient d'être signée. Sans doute il y aura des séances de travail dans les semaines à venir avec l'Apix pour passer en revue tous les programmes», a-t-il promis.

Dans cette Convention signée entre les deux parties, M. Sarr révèle que «le programme phare qui va être mis en

œuvre, c'est la construction d'infrastructures sportives de proximité pour accompagner les communes et permettre aux populations et aux jeunes de pouvoir accéder aux lieux de pratique». Toutefois, à côté de cela, souligne-t-il, «on va passer en revue les projets et programmes importants du Département».

Du côté de Marius Ndiaye, on croise les doigts. Mais en attendant fédéraux et joueurs scrutent le ciel qui à tout moment peut larguer ses gouttes sur le parquet de Marius Ndiaye. Avec comme conséquence : des reports et encore des reports...

[wdiallo@lequotidien.sn](mailto:wdiallo@lequotidien.sn)

### Signature d'une Convention par son ministère

## Khady Diène Gaye : «Utiliser l'expertise et l'expérience de l'Apix»

Le ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture a signé une Convention avec l'Apix, l'Agence gouvernementale chargée de la promotion des investissements et des grands travaux de l'Etat, lundi, à Dakar, en vue de la construction et de la réhabilitation d'infrastructures sportives et culturelles.

L'accord a été signé par la ministre Khady Diène Gaye, et le Directeur général de l'Apix, Bakary Séga Bathily, en présence de leurs collaborateurs.

«La signature de cette Convention vise à utiliser l'expertise et l'expérience de l'Apix pour réaliser le programme ambitieux de construction et de réhabilitation d'infrastructures sportives, culturelles et de jeunesse, au moyen de modèles performants de financement alternatif», a expliqué Mme Gaye.

Son département ministériel a prévu de construire, durant les cinq prochaines années, des salles destinées à la pratique des arts martiaux, des parcours sportifs, des piscines et d'autres infrastructures sportives, dans les 557 communes du pays, a-t-elle dit.

Des centres de lecture et d'animation culturelle, des musées, des «foyers des jeunes» sont également prévus, a-t-elle ajouté, affirmant que ces ouvrages serviront à «l'éclosion des talents artistiques et culturels des jeunes».

«Nous avons choisi l'Apix pour qu'elle nous accompagne, conformément à ses missions



de promotion des investissements nationaux et étrangers, et de facilitation de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures au Sénégal», a dit Khady Diène Gaye. Elle signale que «la réalisation d'une telle ambition va nécessiter des moyens financiers importants, au-delà de la contribution significative de l'Etat, dans le cadre de notre budget d'investissement».

L'Etat a fait des «investissements importants dans le développement des infrastructures sportives durant ces dernières années, avec, en 2024, un budget de 42 milliards de francs Cfa pour la construction et la rénovation de stades et d'autres installations sportives», a déclaré Mme Gaye.

«La signature de ce partenariat permettra au ministère de bénéficier de l'expertise de l'Apix pour explorer [...] des modèles de financement alternatif et faciliter la réalisation de projets ambitieux sans sur-

charger les finances publiques», a assuré le Directeur général Bakary Séga Bathily.

«Grâce à l'accompagnement de l'Apix, le ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture pourra attirer des investissements privés garantissant une collaboration fructueuse et durable avec des acteurs économiques majeurs», a souligné M. Bathily. Il assure que l'agence gouvernementale va «simplifier les procédures administratives et offrir un soutien technique aux investisseurs», lors de l'exécution du contrat signé avec le ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture.

«En travaillant ensemble, le ministère et l'Apix viseront à définir des critères rigoureux pour la sélection des infrastructures en tenant compte des besoins spécifiques de chaque région. Nous garantirons que chaque projet soit pertinent et bénéfique», a-t-il promis.

Avec Aps

### Milan Ac

## Zlatan écarte Fodé Ballo Touré !

A l'image du milieu algérien, Ismaël Bennacer, courtisé par l'Arabie Saoudite, ou encore de l'attaquant nigérian, Samuel Chukwueze, Fodé Ballo-Touré n'a pas forcément été étincelant lors du dernier exercice. Prêté à Fulham, le latéral gauche sénégalais a traversé la saison comme un quasi-fantôme, disputant huit petits matchs pour 224 minutes de temps de jeu.

De retour en Lombardie cet été, le défenseur des Lions (16 sélections, plus appelé depuis la Can 2023) doit payer ses contre-performances. C'est en tout cas ce qu'a décidé Zlatan Ibrahimovic, le conseiller technique des Rossoneri. De passage en conférence de presse en marge de la présentation du nouvel entraîneur, Paulo Fonseca, le Suédois a informé de la mise à l'écart de l'ancien Lillois à un an de la fin de son

contrat, avec un autre flop en la personne de Divock Origi.

«Ils feront partie de l'équipe de jeunes car ils ne sont pas inclus dans notre projet. Ils ne sont pas dans nos plans», a annoncé Ibrahimovic. Plus concrètement, le huitième-finaliste de la Can 2023 ne s'entraînera pas avec l'équipe première. Prié donc d'aller voir si l'herbe est plus verte ailleurs, il devra trouver un autre point de chute.

Venu de l'As Monaco à l'été 2021, Ballo-Touré n'a in fine pas laissé son empreinte à San Siro. La première cuvée n'avait déjà pas convaincu (12 apparitions), avant que 2022-2023 ne vienne à bout de la patience de l'état-major milanais (14 matchs, 1 but), l'ayant alors envoyé du côté des Cottagers.

Avec Afrik-foot

EURO 2024 Espagne-France pour une place en finale

## Le choc de deux philosophies !

**Face à la meilleure nation du tournoi, les Bleus veulent valider leur place en finale de l'Euro, ce mardi à Munich. Un choc entre deux philosophies qui s'annonce alléchant.**

Le choc de deux mondes. Deux courants de pensée. Deux philosophies. Avec une seule place en finale à la clé. Les retrouvailles tant attendues entre l'Espagne et la France, pour le 37<sup>e</sup> affrontement depuis cent deux ans entre les deux voisins, font saliver, dans un Euro qui tarde à enthousiasmer les foules. L'Equipe de France n'en a cure.

Les critiques sur le jeu, les stars et le peu de spectacle (3 buts inscrits, dont deux contre son camp et un penalty) ne semblent pas perturber l'édifice mis en place par Didier Deschamps qui dégoûte tous ses adversaires. Le bloc est solide, prêt à une nouvelle bataille devant 70 000 spectateurs dans l'arène de Munich, face à ce qui se fait de mieux cet été en Allemagne. Un vrai duel de gladiateurs dans une authentique opposition de styles. Savoureux et excitant. Le survivant retrouvera les Pays-Bas ou l'Angleterre dimanche à Berlin.

**Mbappé doit se réveiller**

«On va rencontrer la meilleure équipe de cet Euro», plante le patron des Bleus, qui enchaîne une quatrième demi-finale sur six tournois internationaux disputés depuis sa prise de fonction en 2012. Pas mal pour un technicien annoncé en fin de cycle par certains. Au passage, après la Coupe du monde remportée en tant que joueur (1998) et entraîneur (2018), il vise de même pour le championnat d'Europe avec sa bande d'affamés au sein de laquelle Kylian Mbappé et Antoine Griezmann, portés disparus pour le moment, doivent enfin prendre la lumière. Et leurs responsabilités. Le destin de la sélection est en jeu. Le capitaine masqué ambitionnait de «marquer de son empreinte» la compétition au moment de débarquer à Paderborn. C'est le moment de passer à l'acte, lui qui traverse ce rendez-vous allemand (1 seul but sur penalty) telle une ombre carbonisée par une saison irrespirable au Psg. Fini le temps des excuses. Le terrain doit parler. Comme toujours.

Si le football chatoyant n'est pas, jusqu'à présent, au rendez-vous pour des Bleus vainqueurs de la Belgique (1-0) et du Portugal (0-0, 5-3 aux tirs au

but) en huitième et quart de finale, l'Equipe de France s'avance comme la nation la plus régulière à ce niveau sur les dix dernières années. Un âge d'or à ne pas sous-estimer. Et qui laisse tous les rêves possibles pour rejoindre les héros de 1984 et 2000 le 14 juillet prochain. Jour de fête nationale, dans un contexte politique qui plombe un été annoncé radieux, l'idée ne serait pas saugrenue. Pour le clin d'œil, il y a quarante ans et vingt-quatre ans, les Français avaient déjà éliminé le Portugal et l'Espagne... avant d'être sacrés.

**L'Espagne propose le jeu le plus sexy dans cet Euro**

La Roja, privée de trois titulaires (Carvajal et Le Normand suspendus, Pedri blessé) ce soir, se présente le torse bombé et la confiance à son paroxysme, après avoir sorti l'Allemagne, pays-hôte, au tour précédent (2-1, après prolongation). Meilleure attaque de l'Euro (11 buts), cinq victoires en autant de rencontres après s'être extirpée d'un groupe composé de l'Italie et de la Croatie, l'Espagne de Luis de la Fuente a tout pour enquiquiner la meilleure défense du tournoi



(1 but encaissé).

Un milieu de terrain joueur et technique, à l'image du soyeux Parisien Fabian Ruiz ou du solide Rodri et des bombes sur les ailes avec Lamine Yamal

(16 ans) et Nico Williams (21 ans). Un cocktail explosif qui peut faire sauter le verrou français... ou s'y fracasser. Au choix. Les Bleus ont une petite idée.

**Avec le monde**

## GAZETTE DE L'EURO

**75 000 fans des Pays-Bas attendus contre l'Angleterre**

Dortmund ne se situant à guère plus de deux cents kilomètres d'Utrecht, ville du centre des Pays-Bas, les Néerlandais s'appêtent à se déplacer en masse pour assister à la demi-finale de l'Euro contre l'Angleterre, ce mercredi soir. Selon la Knvb, la Fédération néerlandaise de football, 75 000 supporters des Oranje sont attendus en ville dont au moins 9500 dans le Signal Iduna Park. En plus du quota des 8000 places réservées aux supporters bataves, l'Uefa leur en a vendu 1500 supplémentaires. La grande majorité d'entre elles se situent dans la tribune sud. L'emblématique «Mur jaune» du Borussia Dortmund va donc changer de couleur en se transformant l'espace d'un match en «Mur Orange». Par mesure de sécurité, l'Uefa a en effet obtenu que toutes les places soient assises. Celles debout de la tribune sud ont donc été transformées en sièges et la capacité réduite de 25 000 à 10 000 places.

**Didier Deschamps recale un journaliste suédois**

La température commence à monter. L'Equipe de France peaufine ses dernières préparations avant le choc mardi soir contre l'Espagne, lors de la demi-finale de l'Euro 2024. Les joueurs de Didier Deschamps croiseront le fer avec les troupes de Luis de la Fuente à l'Allianz Arena de Munich avec à la clé, un ticket pour la grande finale. Souvent critiqué pour un jeu loin d'être attractif et divertissant, Didier Deschamps n'a pas mâché ses mots pour répondre à un journaliste suédois qui a remis en cause la tactique des Bleus : «Si vous vous ennuyez, regardez autre chose ! Vous n'êtes pas obligés ! C'est un Euro particulier, où c'est très difficile pour tout le monde. Le nombre de buts est largement inférieur à ce qu'il a pu être par le passé. On a la capacité de partager des émotions, de rendre les Français

heureux avec les résultats qu'on a pu obtenir, dans une période compliquée en France. Si les Suédois s'ennuient, ça n'a pas trop d'importance pour moi», a fustigé le sélectionneur français. Le message est passé.

**Espagne : De la Fuente se méfie de Mbappé**

Diminué et peu en vue dans cet Euro 2024, l'attaquant de l'Equipe de France Kylian Mbappé (25 ans, 83 sélections et 48 buts) reste une menace pour l'Espagne. Avant la demi-finale ce mardi, le sélectionneur de La Roja Luis de la Fuente a partagé sa méfiance. «Ce sont des joueurs imprévisibles, tu ne sais jamais quand ils vont apparaître, mais ce qui est sûr c'est qu'ils ne disparaissent jamais», a prévenu le technicien. Un Mbappé à 50% vaut 100% d'un autre joueur. C'est un génie, un joueur de classe mondiale, comme d'autres joueurs de l'Equipe de France. On va essayer de minimiser leurs points forts, j'ai confiance en notre potentiel pour les contrer.» Du côté espagnol, la nouvelle recrue du Real Madrid sera forcément suivie avec attention.

**Espagne-Allemagne : une pétition pour rejouer**

L'amer goût de la défaite prend le pas, et l'Allemagne crie à l'injustice. Après l'élimination de la Nationalmannschaft face à l'Espagne (1-2 ap) en quart de finale de l'Euro 2024 vendredi, des supporters allemands, s'estimant lésés par deux faits arbitraux (un accrochage de Nacho sur Niclas Füllkrug dans la surface, puis une main évidente de Marc Cucurella sur une frappe de Jamal Musiala, même si l'hypothèse d'un hors-jeu initial de Füllkrug a peut-être rendue caduque l'intervention de la Var) ont lancé une pétition pour rejouer le match. Sur la plateforme Change.org, la pétition recensait plus de 381 000 signatures lundi à 10h 30. Mais l'Uefa ne va évidemment y accorder aucune importance, c'est bien l'Espagne qui affrontera la France ce mardi en demi-finale.

**BASKET** Pour la 20e édition prévue du 3 au 6 août prochain

## La Basketball Without Borders retourne en Afrique du Sud

La National Basketball Association (Nba) et la Fédération Internationale de Basketball (Fiba) ont annoncé, hier dans un communiqué, que la 20<sup>e</sup> édition de la Basketball Without Borders (Bwb) Africa se tiendra à l'American International School de Johannesburg du 3 au 6 août prochain. La présente édition rassemblera 30 garçons et 30 filles de plus de 20 pays africains, encadrés par des joueurs, légendes et entraîneurs actuels et anciens de la Nba, de la Wnba et de la Fiba et de techniciens du continent.

Les campeurs et les entraîneurs, qui seront annoncés avant le camp, participeront également aux programmes de développement des compétences de vie, de développement du leadership et de Nba Cares.

«Le retour de la Basketball Without Borders en Afrique du Sud pour sa 20<sup>e</sup> édition reflète l'incroyable élan que nous observons pour le basket-ball dans le pays», a déclaré Clare Akamanzi, Pdg de Nba Africa. Avant d'ajouter : «Nous sommes impatients d'accueillir certains des garçons et des filles les plus talentueux du continent pour quatre jours d'entraînement de basketball de haut niveau, de compétition

et de développement du leadership qui auront un impact durable sur leur parcours personnel et sur le terrain.»

Quant au Directeur exécutif de Fiba Afrique, Alphonse Bilé, «Basketball Without Borders continue d'être un véritable levier pour le basket sur le continent». Rappelant «la collaboration continue avec la Nba en Afrique, qui comprend également la Basketball Africa League (Bal)», M. Bilé estime que la «Bwb continue d'élever notre sport et d'offrir des opportunités et des expériences inestimables aux jeunes et aux entraîneurs africains, sur et en dehors du terrain. Je tiens à exprimer mes remerciements à la Nba Africa et à souhaiter à tous les participants un camp enrichissant et réussi».

Pour rappel, quarante-et-un anciens campeurs de la Bwb figuraient parmi les 125 joueurs internationaux inscrits lors de la soirée d'ouverture de la saison Nba 2023-24 dont le joueur le plus utile (Mvp) Kia Nba 2022-23 Joël Embiid (Philadelphia 76ers ; Cameroun ; Bwb Africa 2011), qui est devenu le premier ancien campeur de la Bwb à être nommé Mvp de la Nba, et le champion Nba 2019 Pascal

Siakam (Indiana Pacers ; Cameroun ; Bwb Africa 2012). Au total, 13 anciens campeurs de la Bwb Afrique ont été repêchés dans la Nba depuis le premier camp Bwb Afrique en 2003 dont Ulrich Chomche (Cameroun), qui a été sélectionné 57<sup>e</sup> au classement général par les Raptors de Toronto lors de la draft 2024 de la Nba le mois dernier. Soixante-trois anciens campeurs de la Bwb Africa ont également figuré sur les listes des équipes de la Bal au cours des quatre premières saisons de la ligue.

Bwb a touché plus de 4400 participants de 142 pays et territoires depuis 2001, avec 127 anciens campeurs qui ont accédé à la Nba ou à la Wnba. La Nba et la Fiba ont organisé 75 camps Bwb dans 50 villes de 33 pays sur six continents.

A noter que c'est la 16<sup>e</sup> fois que le programme mondial de développement du basketball et de sensibilisation communautaire de la Nba et de la Fiba se tiendra en Afrique du Sud. Alors que des camps Bwb Afrique ont également eu lieu à Dakar au Sénégal (2010 et 2019), à Luanda en Angola (2016), et au Caire en Egypte (2022).

[wdiiallo@lequotidien.sn](mailto:wdiiallo@lequotidien.sn)

MOTS FLÉCHÉS

PROBLÈME N° 5823

MATÈRE DE FAUX DÉCOR	VIEUX TEMPS DE CRISE	AVEC ÇA OU AVEC LA	ÇA SE PASSE EN COURANT	ROULEMENT DE TAMBOUR	GROSSES AFFAIRES	SA BALLE EST IMPORTANTE
ELLE SOUTIENT UN PROJET	TRÈS PEU	CHANGÉE TOUR À TOUR	ANIMAUX D'AGRÈMENT	MÛRS	GROSSE FIESTA	
				S'INGÉNIER		
DEVISE DU CAMBODGE			MET DE L'ORDRE			
SE LIVRE À UN ENLÈVEMENT			QU'EST TU FRAPPÉ (QU'EST TU)			
		CRÊPES GARNIES			CAHORS ET ENVIRONS	
		IL SE GAGNE SUR LE TAPIS			ILS PORTENT LEURS FRUITS	
PETITES OU GRANDES DE LA RADIO			PERSONNAGE BIBLIQUE			SORTE DE GLACIS POUR BOIS
ROUTE DE FRANCE			ÊTRE POUR ELLE			
		MACHINE DE GUERRE			ARTICLE DU PÉROU	
		COMPARABLES			PIÈCE DE TOKYO	
SÈCHES SANS ESSENCE			PRINCIPE PHILOSOPHIQUE			L'ESTHÈTE NE L'AIME PAS
CÔTÉ			ROUÉ, POUR LE COUP			
		ÉTAGES				
		IDENTIQUE				
RIBAMBELLE			PAYS DE TELL		ARTICLE	
LÉZARDA			C'EST LE MÊME		CONFIRMÉE	
			MOT SUR UNE AFFICHE NOTARIALE			
			TROU NORMAND		LE ROI DU PÉTROLE?	
					RESPONSABLES	
PROMESSE	DIVISE LA COURONNE		ABAISSÉ			
	ALLONGÉ		RAMASSÉ			
				ON Y EST AU YÉMEN		IL EST PROFESSIONNEL DANS LE MÉDICAL
				NON LOIN D'UN DELTA		
IL SURPLOMBE DES EMBRASADES		QUI EST CAUSE DE RANCOEUR			ARTISTIQUES SANS TENUE	
RELIGIEUX		S'EN VA EN FUMET			SE TORDE	
			DÉPÔT DE PLAQUE			
			LETTRES BRÈVES			
SON CARRÉ RAPPORTE GROS		CORRIGÉ				VIEIL ADVERBE
TARTEMPION		MOT AU PASSAGE				
	SPORT ÉQUESTRE			IL RESTE DANS LES HAUTEURS		
	CÔNE D'OMBRE			SERPENT DES CHAMPS		
IL FAIT PARTIE D'UN CERCLE					CELA FAIT PARTIE DU QUOTIDIEN	
PETITE FLÛTE						
			IL EST SOUMIS À UN INTERROGATOIRE			

HOROSCOPE DU JOUR

**BELIER** (21 mars - 19 avril)  
C'est une belle journée pour les chefs et les leaders, un peu plus difficile pour ceux qui ne détiennent aucun pouvoir et risquent de se retrouver sous la férule d'une autorité rigide et peu bienveillante. Défendez vos valeurs !

**TAUREAU** (20 avril - 20 mai)  
Vous avez une journée idéale pour faire entendre vos conceptions et tester la compréhension de votre entourage. C'est un climat un peu théâtral qui encourage les exposés, les revendications mais aussi l'autorité et la volonté, profitez-en !

**GEMEAUX** (21 mai - 21 juin)  
Vous allez vous débarrasser de soucis aujourd'hui, cela vous met le cœur en fête et cela se voit ! Ainsi, vous allez passer une journée de manière tout à fait détendue et en étant plus ouvert aux autres.

**CANCER** (21 juin - 21 juillet)  
Des ondes très positives flottent sur votre vie relationnelle. Vos idées et vos projets sont très bien accueillis. Avec votre partenaire l'ambiance est au beau fixe. Des moments plaisants à vivre avec vos amis et vos proches sont également au rendez-vous. Que demander de mieux !

**LION** (23 juillet - 22 août)  
Rien ne semble être en mesure de vous effrayer aujourd'hui et votre créativité est à son comble. Si vous êtes artistes, c'est le moment de vous faire connaître et de proposer vos services, d'exposer vos réalisations, de tenter votre chance.

**VIERGE** (23 août - 22 septembre)  
Une certaine désinvolture fera merveille pour tasser les conflits... Votre attitude dédramatise bien des choses ! Une sortie dans un lieu de loisirs vous ferait le plus grand bien. Les échanges avec les enfants sont favorisés.

**BALANCE** (22 septembre - 22 octobre)  
Vous vous laissez entraîner dans des pulsions irrésistibles. Votre enthousiasme vous donne des ailes pour avancer résolument vers vos passions. Ne vous précipitez pas si on vous demande une promesse.

**SCORPION** (23 octobre - 22 novembre)  
Votre humeur aujourd'hui stimule hautement votre créativité, n'hésitez pas à mettre votre grain de sel en soumettant vos points de vue, en proposant de nouveaux concepts ou en lançant de nouveaux défis. Vous fourmillez de bonnes idées. Profitez-en !

**SAGITTAIRE** (23 novembre - 21 décembre)  
Très détendu et de bonne humeur, vous vous sentez pleinement à l'aise pour entretenir de bons rapports avec vos multiples relations et pour cultiver un brin de fantaisie avec votre partenaire. Pour votre plus grand plaisir, le climat actuel vous invite à être généreux et disponible envers vos proches.

**CAPRICORNE** (22 décembre - 20 janvier)  
Votre vision à long terme gagne en clarté, vous analysez mieux vos atouts et les embûches potentielles. Vous êtes rassuré dans vos intuitions et vous pouvez donc continuer à peaufiner certains projets qui vous tiennent particulièrement à cœur.

**VERSEAU** (21 janvier - 18 février)  
Un brin d'arrogance et tout est permis. Vous ne cherchez pas à avoir raison mais vous imposez vos idées. Cela ne plaira pas à tout le monde, alors soit vous montez le ton soit vous décidez de laisser passer l'orage.

**POISSONS** (19 février - 20 mars)  
Votre optimisme revient au beau fixe. Vous êtes décidé à sortir de votre bulle et à vous tourner davantage vers les autres. Le moment est donc venu de vous faire plaisir et de vous offrir du bon temps avec vos proches !

MOTS CROISÉS

**HORIZONTALEMENT** 1. Rayonnair. 2-1. Vas griller. 2-2. Peintre, sculpteur et poète. 3-1. Habiles. 3-2. Sy c'est lui. 4-1. Le Saint des Saints. 4-2. En premier lieu. 5-1. Patron d'une discipline sportive. 5-2. Des siècles. 6-1. Vachement connue. 6-2. Glace flottante. 6-3. Début d'éveil. 7-1. Fromages corsés. 7-2. Prénom féminin. 8-1. Équipage. 8-2. Saint brocanteur. 9-1. Bouvillon. 9-2. Note. 10. Bourse.

**VERTICALEMENT** A. Du Nord. B. Plantes vivaces à feuilles de chanvre. C-1. Le petit Henri. C-2. Commune moldave. D-1. Village crétois. D-2. Pigeonna. E-1. Souci gaullien. E-2. Saint à la culotte. F-1. Coutumes. F-2. Compétents. F-3. Morceau d'éclat. G-1. Limite sylvestre. G-2. Inversé : Écrivain italien. H-1. Chinois. H-2. Type de boîte. I-1. Transport urbain. I-2. Spirituel aussi. J. Dure.

PROBLÈME N° 5723

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A									
B									
C									
D									
E									
F									
G									
H									
I									
J									

RELIGIONS

Mardi 3 «Mouharram» (Arabe) 1446 de l'Hégire

<b>MUSULMANE</b>	<b>CATHOLIQUE</b>
Suba : .....05 H 43	Cathédrale : ..... 07H00
Tisbaar : .....14 H 15	18H30
Takusaan : ..... 17 H 00	Martyrs : ..... 06H30
Timis : ..... 19 H 50	18H30
Gucew : ..... 20 H 50	Saint-Joseph : ..... 18H30

SOLUTION N° 5722

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	M	A	R	G	O	U	L	I	N
B	A	B	O	U	L	E	C	A	L
C	R	O	U	I	E	S	O	J	A
D	C	U	L	S	C	A	N	A	L
E	A	S	E	E	L	L	E	O	
F	S	I	E	N	E	E	P	M	
G	S	M	A	R	T	S	B	E	E
H	I	B	E	R	E	V	E	N	U
I	N	E	R	E	M	I	N	A	S
J	S	L	A	V	O	P	H	I	L

SOLUTION N° 5822

T	V	P	E	C	M						
M	A	R	A	T	H	O	N	H	A	I	S
B	A	R	R	I	R	L	A	P	E	E	
M	A	C	A	O	N	E	A	N	T	I	
T	E	N	T	E	E	S	N	E	T	S	
L	I	E	T	S	E	T	S	E	A	M	
E	S	T	E	S	H	I	L	A	R	E	
O	R	E	R	O	D	E	E	C	E	S	
E	R	E	R	E	T	R	A	C	E		
A	S	A	D	E	T	E	R	R	E	U	
C	R	E	E	E	A	T	L	A	S		
S	A	L	E	M	L	E	S	E	T	E	
R	E	C	I	T	E	R	A	R	E	S	
N	O	U	T	E	R	A	V	E	L		
M	O	I	T	R	E	M	A	I	N		
M	A	E	S	T	R	O	A	L	L	E	
T	U	R	A	M	O	N	E	U	R	S	
R	E	F	A	I	S	S	T	R	E	S	

**Le Quotidien**  
GROUPE AVENIR COMMUNICATION s.a  
Société éditrice

**Administrateur Général**  
Madiambal DIAGNE  
**Administrateur**  
Serigne Saliou DIAGNE

387, cité des Fonctionnaires, Diamniado  
BP : 25221 - Dakar / Fann  
Tel : +221 77 199 40 40  
Site web : www.lequotidien.sn  
E-mail : lequotidien@lequotidien.sn

**Service Commercial**  
Tel : 77 524 79 18  
Email : servicecom@lequotidien.sn

Tirage 25 000 exemplaires  
Le Quotidien est membre du réseau MEDIAF

**Directeur de la publication**  
Mohamed GUEYE

**Coordonnateur de la rédaction**  
Bocar SAKHO

**Rédaction Centrale**  
Woury DIALLO - Hyacinthe DIANDY - Mamadou T. DIATTA - Dialigué FAYE - Justin GOMIS - Maïck GAYE - Abdou Rahib KA - Dieynaba KANE - Amadou MBODJI - Ousmane SOW - Moussa SECK - Khady SONKO - Mame W. THIOUBOU

**Correspondants**  
Alioune Badara CISS (Mbour) - El Hadji COLY (Kolda) - Seydou Tamba CISSÉ (Sédhiou) - Abdoulaye FALL (Tambacounda) - Abdoulaye KAMARA (Vélingara) - Abdou Latif MANSARAY (Pikine) - Alioune Badara NDIAYE (Rufisque) - Laity NDIAYE (Kaolack) - Cheikh NDIJONGUE (Saint-Louis) - Cheikh CAMARA (Thiès) - Badé SECK (Linguère)

**Photos** : Abdou CISSÉ  
**Impression** : Africome / **Distribution** : Le Quotidien

## DÉCLARATION Bougane Guèye sur la tragédie née de l'émigration irrégulière «Diomaye et Sonko doivent stopper cette hémorragie»

Les cent premiers jours du duo Diomaye-Sonko à la tête du pays sont loin d'être un succès. Du moins c'est l'avis du président du mouvement Gueum Sa Bopp «Les Jambaars». Bougane Guèye Dany demande au Président Diomaye Faye et au Pm Ousmane Sonko de mettre un terme au drame de l'émigration irrégulière suite à la mort de près d'une centaine de nos jeunes compatriotes en mer.

Par Ousmane SOW

Bougane Guèye Dany en veut au Premier ministre pour «son silence» face à la tragédie des migrants du 1<sup>er</sup> juillet. «Le silence de Sonko sur la tragédie des migrants du 1<sup>er</sup> juillet est la preuve d'un échec et le symbole du désespoir de jeunes Sénégalais braves, plus particulièrement les marchands ambulants», martèle Bougane Guèye Dany. Pourtant le chef du gouvernement, Ousmane Sonko, à partir de l'université Gaston Berger, a lancé un message aux jeunes pour les encourager à rester dans leur pays afin de s'y épanouir économiquement.

Les chiffres sont accablants. «100 jeunes sénégalais périssent en mer ! C'est plus qu'une tragédie ! Diomaye et Sonko doivent agir pour stopper cette hémorragie», exige le leader des «Jambaars». Ce constat tragique s'accompagne d'un appel urgent à l'action pour éviter que de telles catastrophes ne se reproduisent. La situation des familles, des

femmes et des enfants plongés dans la misère, vivant dans des conditions précaires, est également mise en lumière. «Au sang des jeunes s'ajouteront les larmes des femmes et des enfants vivant dans des eaux pluviales, qui ont englouti les promesses d'une bande d'impôtiers plus enclins à racketter le secteur privé sénégalais qu'à panser les maux d'un peuple escroqué», poursuit-il. Le communiqué de Bougane Guèye Dany est conclu sur un avertissement. «Fenn dou péxé...» (Le mensonge n'est pas une solution).

«Le projet illusoire cède la place à une misère accrue»

Il y a exactement 100 jours, le 2 avril dernier, Bassirou Diomaye Faye devenait le cinquième président de la République du Sénégal, marquant ainsi le début d'une nouvelle ère politique aux côtés de son Premier ministre, Ousmane Sonko. Mais, ce début de man-

dat, souvent qualifié de période de grâce, a rapidement laissé la place à des critiques acerbes. Bougane Guèye Dany, leader du mouvement Gueum Sa Bopp «Les Jambaars», dresse un bilan sombre de cette période. «Le Projet illusoire cède la place à une misère accrue et généralisée», a écrit le leader de Gueum Sa Bopp. Bougane Guèye Dany estime que les promesses faites durant la campagne électorale de mars dernier semblent avoir disparu sous le poids de la réalité du pouvoir. Ainsi, la visite du Premier ministre à Saint-Louis a également été critiquée par Bougane Guèye Dany, qui pointe du doigt une initiative qui a échoué, dès ses débuts, en affirmant que «le Pm, en déplacement à Saint-Louis, pour un



concept ayant échoué depuis sa première édition, n'a pas daigné saluer la mémoire de cette jeunesse, qui a pourtant donné

de son sang pour le triomphe de la démocratie contre la dictature de Macky Sall. Inhumain ! Inadmissible !».

## Annulation du contrat de 459 milliards relatif à une 2ème usine de dessalement Mamoudou Ibra Kane interpelle le gouvernement

Devenu opposant au nouveau régime derrière le candidat malheureux de la Coalition Benno bokk yaakaar (Bby), Mamoudou Ibra Kane ne se lasse pas de faire dans l'interpellation à l'endroit du binôme Diomaye-Sonko. A l'endroit de ceux qui dirigent le pays depuis le dimanche 2 avril 2024, le leader du mouvement «Demain c'est maintenant» a toujours de petites idées relatives à la marche du Sénégal. Ainsi, la question de l'annulation du contrat de 459 milliards de francs Cfa, signé avec la société saoudienne Acwa Power et relatif à la réalisation d'une deuxième usine de dessalement de l'eau de mer n'a pas échappé à la vigilance de Mamoudou Ibra Kane. Ce dernier n'avait pas manqué, en effet, de monter au créneau à ce sujet, ce samedi. Sous forme d'interpellation, il a adressé aux autorités étatiques cinq (5) questions. A l'attention de l'opinion, le patron du mouvement «Demain c'est main-

tenant» écrivait sur son compte X ceci : «Le ministre de l'Eau a annoncé l'intention du gouvernement d'annuler le contrat de 459 milliards avec la société saoudienne Acwa Power pour la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer près du Lac Rose. Le mouvement «Demain c'est maintenant» demande au ministre : 1. de publier le contrat qu'il envisage d'annuler ; 2. de dire aux Sénégalais si le gouvernement a un autre schéma, avec quelle société et à quel prix ; 3. de dire comment il compte résorber le besoin de 400 000 m<sup>3</sup>/j, d'ici trois à quatre ans à Dakar ; 4. S'il s'est assuré que la dénonciation du contrat ne va pas avoir des suites judiciaires avec des conséquences fâcheuses, si l'Etat perd le procès ; 5. si le gouvernement a l'assurance qu'il n'y aura pas d'incident diplomatique avec l'Arabie Saoudite.»

Toujours en posture d'alerte et de veille, M. Kane s'est aussi

demandé, dans un tweet : «Y'a-t-il un pilote dans l'avion Sénégal ? Le Président Bassirou D. Faye doit nous convaincre qu'il exerce pleinement sa charge de chef de l'Etat.» Une façon, pour lui, de jeter un regard critique sur la gestion du pays par les deux têtes de pont de la Coalition «Diomaye Président». Au regard de son analyse, il est à constater qu'il est loin d'accorder un satisfecit au successeur de l'ancien Président Macky Sall et au mentor politique de Bassirou Diomaye Faye, le Premier ministre Ousmane Sonko. Appréciant la situation du pays, sous le règne des «Patriotes» et de leurs alliés politiques, l'ancien journaliste et ex-Dg du groupe de presse Emedia Invest va jusqu'à parler d'un pays qui serait au bord de la crise. «Le pays est au bord de l'ingouvernabilité au plan institutionnel», dit l'allié et souteneur de l'ancien Premier ministre de l'ancien chef de l'Etat, Macky Sall.

## Pour dissuader les jeunes de se lancer dans l'émigration irrégulière Les propositions de Amadou Ba

Par Amadou MBODJI

Ancien Pm et candidat à la dernière élection présidentielle, Amadou Ba estime, dans un communiqué, qu'il est de notre devoir de créer des conditions de vie dignes, des opportunités économiques et des structures de soutien qui dissuadent nos jeunes de se lancer dans de telles aventures périlleuses.

Il se dit consterné par les pertes en vies humaines consécutives à une tentative d'émigration irrégulière. «C'est avec une immense tristesse et une profonde consternation que j'ai appris le drame survenu au large des côtes mauritaniennes, où 89 de nos frères et sœurs ont perdu la vie en tentant de rejoindre l'Europe. Ces hommes, femmes et enfants, en quête d'un avenir meilleur, ont tragiquement péri dans les eaux de l'Atlantique», regrette l'ancien Pm sous le Président Macky Sall.

«Cette pirogue, partie il y a quelques jours de notre frontière avec la Gambie, transportait 170 passagers, tous animés par le désir d'une vie meilleure, fuyant la misère et les difficultés de leur quotidien», ajoute M. Ba. Et ce dernier d'indiquer en ces termes : «Leur périple tragique, loin d'être un cas isolé, reflète une réalité poignante : le désespoir qui pousse tant de nos concitoyens à

risquer leur vie en mer.»

«Les garde-côtes mauritaniens ont repêché les corps de ces 89 migrants. Ils ont également réussi à secourir 9 survivants dont une fillette de 5 ans», note-t-il. «Nous devons à ces sauveteurs toute notre gratitude pour leurs efforts courageux», affirme Amadou Ba.

«Ce drame nous rappelle cruellement les dangers de la migration irrégulière et les conditions inhumaines auxquelles sont confrontés ceux qui choisissent cette voie désespérée», analyse-t-il.

Adressant à «toutes les familles endeuillées par cette catastrophe» ses condoléances les plus sincères et toute sa solidarité. «Que nos prières et notre soutien leur apportent réconfort en ces moments de douleur», se montre solidaire le Pm à l'endroit de ces familles éplorées par ce drame.

«Puisse ce drame éveiller nos consciences et renforcer notre détermination à bâtir un Sénégal où chacun peut espérer et prospérer», souhaite l'ancien Pm.

«Restons unis dans la peine et l'action», souligne M. Ba qui déclare que c'est «ensemble que nous pouvons et devons changer cette sombre réalité».

ambodji@lequotidien.sn

## OPINION Mouhamadou Ngouda Mboup à propos du chef du gouvernement «Ousmane Sonko est le Premier ministre qu'il nous fallait !»

Mouhamadou Ngouda Mboup s'incline devant l'«ingéniosité» du Premier ministre, Ousmane Sonko, en disant que c'est le «Pm qu'il nous fallait». Le juriste sent la touche du chef du gouvernement dans la question de la gestion des affaires étatiques.

Par Amadou MBODJI

L'unanimité n'est pas de ce monde. Les nouveaux tenants du pouvoir devraient comprendre cela en intégrant l'idée que le Premier ministre, Ousmane Sonko, autant il sera critiqué, autant il sera couvert d'éloges. Ngouda Mboup prend la défense du chef du gouvernement et pense qu'il a le profil de l'emploi, au moment où d'autres parmi ses concitoyens voient que le costume de Premier ministre est très large sur ses épaules. «Ousmane Sonko est le Premier ministre qu'il nous fallait !», affirme l'enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de

Dakar (Ucad).

Dans un post publié sur sa page Facebook en termes «laudatifs», Mouhamadou Ngouda Mboup sent la touche du Premier ministre en décrivant «une approche administrative méthodique, cohérente et pragmatique concernant la gestion de l'agenda législatif et réglementaire». «Dans sa communication, le Premier ministre a engagé les ministres, notamment le ministre Secrétaire général du gouvernement, à veiller à la prise en charge satisfaisante de l'agenda législatif et réglementaire comprenant, à date, l'élaboration de 83 projets de lois, 294 projets de décrets et

110 projets d'arrêtés», souligne M. Mboup. Rappelant «la nouvelle doctrine en la matière consistant à fixer comme préalable à l'examen d'un projet de loi en Conseil des ministres, l'élaboration des projets de décrets et d'arrêtés d'application». A cet effet, M. Mboup en appelle «au bon fonctionnement des services juridiques dans les ministères» en invitant les ministres à veiller «à leur renforcement en ressources humaines et en équipements». Enseignant-chercheur à l'Ucad, Ngouda Mboup est le président de la Haute autorité de régulation du Parti (Harp) de Pastef. Un poste auquel l'a nommé le président du parti Pastef, dans le cadre de la réorganisation de cette formation politique que Ousmane Sonko avait initiée du temps où ils étaient dans l'opposition.

ambodji@lequotidien.sn

## De la nécessité d'un développement «guidé» pour le Sénégal sous Diomaye Faye

**Cela fait près de cent jours que le nouveau régime de la troisième alternance sénégalaise est en place, sous un climat clément et avec des attentes considérables de la part de la population sénégalaise. Et aussi, avec une polémique incongrue sur la déclaration de politique générale du gouvernement. Chercheur en politiques de développement au laboratoire Lares (Laboratoire de recherche en économie de l'Ugb de St Louis), P B Moussa Kanté apporte son modeste regard prospectif et simplificateur sur l'état de l'Etat du Sénégal post-Macky et sur les dossiers pressants qui attendent le nouveau régime. Cet écrit est aussi une revue rapide de quelques théories sur le développement et une invite à un arbitrage prioritaire méticuleux. Le développement multi qualifié, de nos jours, gagnerait donc à être «bien guidé». Cela en bien discernant les priorités de ce Sénégal à la croisée des chemins où un bon départ n'a jamais été aussi à portée, notamment avec une jeunesse décomplexée aux manettes.**

A son départ, moment propice de tirer un bilan pour nous autres prudents, Macky (2012-2024) a laissé un pays dans une posture d'inachevé selon les attentes. Le leader du chemin du progrès, de l'émergence (*yonou yokouté*) a déçu dans bon nombre de secteurs. D'abord, le secteur primaire, notamment l'agriculture où avec Prodac, Anida, Pracas...des milliards dépensés ne sont pas arrivés à garnir les paniers des ménagères, ni à offrir des emplois ou rééquilibrer la balance commerciale. Les politiques agricoles ont été durant tout le règne de Macky «le besoin politique» (Kanté, 2019) et l'agroéconomiste Hane parlait de tâtonnements dans les politiques agricoles. La pêche ne fut pas mieux lotie, le poisson, base du principal plat sénégalais, était introuvable d'où des importations à partir du Maroc, du *Yabooy* notamment. Les contrats de pêche dénoncés à l'unanimité comme l'un des plus grands carnages sous Macky (pendant la campagne et dans le livre de Yerim Seck) sont passés par là et ce fut une débâcle dans les rangs des pêcheurs vers «l'eldorado» occidental. Le secteur industriel connut un recul avec la Sonacos qui n'a pas été relevée, mais enfoncée, quasi inactive comme ses nombreux travailleurs au chômage. Les agropoles annoncées restèrent lettre morte. Pour les services, de nombreux chantiers, notamment infrastructurels, furent lancés tant le défunt leader socialiste, Tanor (paix à son âme), déclara qu'eux autres, administrateurs civils, donc prudents, n'auraient pas eu cette fougue. Pour ma part, je fis un article réponse à l'ex-PM Boun Abdallah Dionne (paix à son âme) qui était dans son rôle et avait écrit : «Une somme d'optima ne fait pas un optimum...», par : «controverses au sommet sur les voies et urgences du développement ou de la nécessité d'une voie synthétique simultanée» (in lejecos, 2019). D'où une divergence de vues alors. En effet, à travers l'article : «controverses au sommet sur les voies et urgences du développement ou de la nécessité d'une voie synthétique simultanée» (in lejecos, 2019), j'affirmais : qu'un développement infrastructurel n'est pas mal venu. Mais aussi, y avait des besoins élémentaires à com-

bler d'où avançons mais en n'oubliant pas de boucher les trous car certains manquements sont impardonnables en ce 21<sup>ème</sup> siècle. Raison pour laquelle j'avais prôné un développement synthétique, de tous les secteurs, mais simultanément, en même temps, car tout est urgent. Et donc, un arbitrage prioritaire s'impose. De l'option du régime de Macky, il résultera un désenclavement (ponts, routes, raccordements) dont dans des zones de l'intérieur qui peinaient à en avoir comme Diourbel mais avec des retards de paiement des factures accumulées dans le secteur du Btp d'où une stagnation. Au plan politico-judiciaire, le Prince se révéla trop partisan avec des procès d'intention et opportunistes tant beaucoup se rangèrent du côté des non-alignés. Bref, le bilan de Macky n'est pas reluisant avec un secteur primaire où s'activent plus de 60°/° de la population à genoux, une industrialisation inexistante, une corruption à son paroxysme dans un monde en crise, le chômage fut vivace.

Ce «fact finding», constat de l'ère Macky est pour pouvoir mieux nous situer, nous propulser en relevant nos manquements et urgences. Aujourd'hui, il nous faudra faire avec une rigueur nécessaire, mais une probité productive partagée. Y compris par l'opposition qui, si républicaine, se doit de tenir une posture de lanternes à l'exemple du modèle suisse où les clivages sont tus pour une collaboration citoyenne en attendant les joutes électorales (il faut permettre de faire et contribuer à faire). Pour ce faire, notre destination, nos attentes majeures ou priorités partagées, doivent faire l'objet d'un consensus. Ne nous trompons pas de développement : l'accès à l'Eau, l'Alimentation, la Santé, l'Education (elle qui peut faire en sorte qu'on ne se tue pas, qu'on soit riche ou pauvre, vers un «Eldorado») et l'Emploi quand le taux de chômage, fort déplorable, est tangible. Mais, le développement ce sera aussi la Justice et l'équité quand on sait qu'on a fait avec le pire à plusieurs reprises avec de nombreux morts injustifiés, injustifiables. Ainsi, ce développement tant pisté, multi qualifié doit, aujourd'hui, être «bien guidé» pour nous éviter un autre revers, un compagnonnage aveugle.

**D'où qu'est-ce que le développement ? (Une question qui peut épuiser). Que voudrait dire le développement du Sénégal sous Diomaye ?**

Selon votre serviteur, le développement est une quête qui n'épargne quasiment aucune partie de la planète, diversement défini et envisagé comme le sont ses moyens, ses metteurs en œuvre, ses visées, le développement est partout élaboré, couru voire perfectionné. Selon le micro-robert : Développement renvoie à «l'action de se développer, à la croissance. Il est un progrès en extension ou en qualité. Développer, c'est étendre ce qui était plié ; donner toute son étendue, déployer, faire croître, donner de l'ampleur. Se développer, s'épanouir, prendre de l'expansion, de l'importance». Le développement signifie une amélioration globale des conditions de vie d'une population d'un pays. C'est un processus sur le long terme : «Il n'est pas synonyme de croissance économique car celle-ci peut avoir lieu sans que les richesses n'entraînent d'améliorations sociales (en n'étant pas partagées par exemple). C'est pour cela que le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) a mis en place l'Indice du Développement Humain (Idh).

Celui-ci se calcule avec le Pib/habitant, l'espérance de vie et le taux d'alphabétisation. Il donne un chiffre entre 0 et 1 et permet une classification des pays, les pays développés étant au-dessus de 0,90.» (Maxi cours). L'actuel Pm sénégalais, Sonko, déclarait être un fervent partisan de l'Idh (sorties récentes) et c'est de bonne guerre car l'homme doit être au centre. On perçoit par ces différentes approches qu'il n'existe pas de définition universelle communément admise au développement. Cet usage pluriel du développement a motivé l'ajout d'un qualificatif qui est une précision, une délimitation, une détermination au développement. Ainsi, on parle de développement économique, humain, communautaire...pour situer le développement. En effet, les qualificatifs au développement sont multiples, on parle de développement rural, territorial, local, endogène, inclusif, intégré, durable...le plus souvent pour relever un état favorable ou un mieux-être dans et par le

domaine en question et cela selon des indicateurs.

Et pour ce qui est de ces développements qualifiés, d'abord le développement territorial : «Il vise à rendre les territoires attractifs et compétitifs.» (Baudelle, Guy, 2011). Le développement local pour sa part, est apparu depuis les années 50 (John friedmann et Walter Stohr, développement endogène), tandis que d'autres le situent aux années 1960 (Wikipédia, l'encyclopédie libre), 1970 ; et la dernière datation est des années 1980 (Savey), érigé en accompagnement de la décentralisation. Pour Savey «l'entrée en crise» avec les changements intervenus dans le mode de production réduisent les capacités de l'Etat et la possibilité d'investissement dans le local, d'où la nécessité d'initiatives à la base pour compléter l'Etat. (Pecqueur, 2000) plus explicite, confirme cette logique secouriste et d'ajustement envers la mondialisation aussi. Le développement rural constitue une priorité sénégalaise car le rural y est largement majoritaire ainsi le développement rural entraînera quasiment un développement global ou intégral. Et le développement rural induit une délimitation, une localisation du développement qui est ainsi territorialisé. Par sa dimension rurale, le territoire est promu, mis en valeur par ses ressources internes mais de plus en plus externes du fait de la rurbanisation et des apports ou envois des émigrés de plus en plus nombreux (Boukhari (1997)). Ainsi et avant de nous lancer dans une course pour le développement, il faudrait d'abord nous accorder sur la trajectoire et la destination, nous entendre sur ce que renferme le concept de développement pour nous. D'ores et déjà, nous voyons que le développement dépasse «l'infrastructurel». Encore que le contexte africain ne puisse être appréhendé sans une prise en compte de la pauvreté car faisant avec des carences primaires : Selon l'ex-ministre S Mbaye Thiam, si le Sénégal a fait des progrès notables pour l'accès à l'eau avec des taux d'accès de près de 99% en zone urbaine et de 95% en milieu rural, du chemin reste à parcourir car (l'Ansd, 2022) révèle que (20, 8%) des ménages ruraux font avec des robinets publics. Pour l'alimentation, au Sénégal qui importe une grande partie de sa nourriture, l'insécurité alimentaire a évolué en dents de scie, passant de 19, 1% en 2019 à 23, 1% en 2020, avant de revenir à 17, 4 % en 2021. Et cela, avec des soudures voire famines signalées surtout dans le monde rural où la pauvreté est plus présente, plus pressante. Selon les prévisionnistes de la Sap 2035, la croissance démographique poursuit sa tendance haussière d'où les besoins de consommation alimentaire du Sénégal sont en constante évolution appelant à repenser l'agriculture. Pour la scolarisation, le taux brut d'admission (Tba) reste relativement faible dans les régions de Kaffrine

(62,7%) et de Diourbel (62,5%) où il est en deçà de 80% en 2019. Alors qu'à l'échelle nationale, le taux brut de scolarisation est de 83, 80% à l'élémentaire en 2022. Le taux de pauvreté monétaire est estimé à 37, 8% en 2018/2019 (Ansd). La cherté des soins médicaux ne permettant pas son accessibilité est signalée par un taux de 9, 2% en milieu rural contre 4, 1% à Dakar (Ansd, 2013). Quand le chômage est un des principaux défis du nouveau régime : trois jeunes sénégalais sur 10 (29%) déclarent être sans emploi et à la recherche d'un travail (afro baromètre 2023).

Ce tableau pas du tout reluisant, il est vrai et qui n'est pas imputable au seul héritage de Macky ne devrait pas nous empêcher de pousser vers l'avant, la modernité, de rêver voire d'être compétitif (optimiser nos atouts et atours) face aux pays développés. D'où l'invite à une voie synthétique-simultanée. Cette dernière voie sera pour rattraper le retard accusé (intégrative, inclusive) en prenant en compte tous, de l'urbain au rural en passant par le péri urbain à travers toutes les contrées du pays. Donc, cette compensation, conciliation devra être alliée à un progressisme, un élan ambitieux sans limitation (synchronique, en même temps que nous tendons à résorber notre retard). La démarche aboutissant à un développement sénégalais conscient, conciliant, concret, concerté, confiant sera donc double ou ne sera pas. D'où nous postulons que le développement le plus idoine à l'Afrique, au Sénégal est le développement humain car plus intégratif et intégral, celui-ci dans notre optique est proche de la pensée de Sen (prix Nobel d'économie en 1999) et du Pape Paul VI mais se doit d'être actualisé et équitable. Et une option au développement quel qu'elle soit se vérifiera inévitablement à son impact territorial d'où ce n'est pas le territoire qui développe mais qui sera optimisé, développé. Pour ce faire, un dialogue des territoires mais connexion des potentialités (offres et demandes) pour trouver des spécialisations au local, susciter des interdépendances fécondes surtout dans un contexte de Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) implique un regard global de la carte, une planification.

Donc en ce XXI<sup>ème</sup> siècle, à la soixantaine de nos indépendances, le contexte dicte que ce sera par une voie de développement à la démarche double, à laquelle nous invitons le régime de Diomaye : synthétique et simultanée seulement que nous atteindrons les objectifs d'un développement sénégalais adéquat où tous les hommes seront pris en compte (un développement humain actualisé et équitable).

**P B Moussa KANTÉ**

Chercheur au laboratoire Lares (laboratoire de recherche en économie de St Louis). Responsable scientifique du Mouvement des étudiants pan-africains de l'université de St Louis du Sénégal (Mepus)

# Momar-Coumba Diop, celui qu'on entendait le moins mais qui écrivait le plus et le mieux sur différents thèmes

J'ai appris, consterné, le décès de Momar-Coumba Diop, ce brillant et fécond universitaire mal connu du grand public, alors que je me trouvais dans ma chambre d'étudiant, à l'université Gaston Berger de Saint-Louis. La nouvelle a été brutale et, naturellement, j'ai exprimé ma peine d'avoir perdu un parent de l'esprit. Montesquieu avait raison, il faut l'admettre, en disant que, au fond, les liens les plus solides et durables se tissent grâce à l'intelligence. La lecture étant la fécondation de celle-ci, j'ai découvert, comme beaucoup de mes camarades, ce grand penseur grâce à l'écriture. Au-delà d'avoir perdu un intellectuel de très grande qualité, c'était aussi, pour moi, un devoir de solidarité envers la plume qui, elle aussi, comme nous, sanglotait.

Le titre de ce texte que j'ai un grand honneur d'écrire en hommage à Momar-Coumba -décédé ce dimanche, à 74 ans, à Paris- m'a été inspiré par l'illustre Pr Boubaacar Barry qui, dans la belle préface qu'il a faite de *Comprendre le Sénégal et l'Afrique d'aujourd'hui. Mélanges offerts à Momar-Coumba Diop* (Ndiouga Benga (dir.), Paris et Dakar, Karthala et Crepos, 2023), revient sur l'itinéraire intellectuel de cet éminent chercheur, très discret, avec qui, en compagnie du Pr Mamadou Diouf, il a cheminé et fructueusement collaboré pendant plusieurs décennies. Ce témoignage d'un grand ami,

témoigne, à juste titre, de la discrétion et du désintéressement du chercheur, voué exclusivement à la recherche universitaire et à la vulgarisation de la connaissance dans la plus grande humilité. Ces Mélanges qui lui sont offerts, longs de 715 pages et d'une immense richesse à la mesure de celui que l'on célèbre, constituent un bel hommage -au propre comme au figuré- qui lui a été rendu par sa large famille intellectuelle. Celle-ci, au fil des années, s'est constituée en une armée de chercheurs, fussent-ils de nationalités différentes, visant à décoloniser les sciences sociales, fortement marquées par leur exhalaison coloniale. Celui que Jean Copans appelait «l'activiste éditorial» en raison du nombre impressionnant de livres et d'articles qu'il a publiés, a réussi, dans la rigueur et le respect des standards de scientificité internationaux, à établir un pont entre les différentes générations de chercheurs tout en cornaquant leurs travaux.

## Un intellectuel passionné et discret

Son ami Gaye Daffé, dans ce long texte, intitule sa contribution ainsi : «Un intellectuel passionné et discret.» Il y montre que Momar, qu'il considère comme un «rassembleur sans frontière disciplinaire» ayant la «hantise de l'approximation», a vécu dans

la plus grande discrétion et la passion pour la recherche, loin des tumultes médiatiques. La pluridisciplinarité de Momar, à l'état actuel, est une grande révolution. On constate, aujourd'hui, qu'une science, aussi embryonnaire soit-elle, cherche à se recroqueviller en délimitant des frontières, pour s'assurer un territoire. Il y a une véritable nécessité de décloisonner les différentes sciences, pour créer des symbioses fructueuses -et non engourdissantes- entre elles. De la philosophie qu'il a étudiée jusqu'à la maîtrise en passant par la sociologie dont il a soutenu sa thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle : «*La confrérie mouride : organisation politique et mode d'implantation urbaine*», Lyon : Université Lyon II -, l'histoire, l'économie, Momar-Coumba fut, en avance sur son temps, un vrai «rassembleur sans frontière disciplinaire». Gaye Daffé souligne aussi, au-delà de sa grande passion et de sa discrétion, un autre aspect très intéressant de sa vie : «*Un investissement important dans la recherche collective au prix de la carrière universitaire.*» C'est dire que l'avancement de sa carrière universitaire, qui s'est achevée en décembre 2015, n'a jamais été une grande préoccupation pour lui du fait qu'il était «*fortement impliqué, en plus de ses travaux personnels, dans la coordination de groupes de travail nationaux et multinationaux ainsi que la publication des résul-*

*tats de leurs travaux*». Son grand désintéressement au profit de la recherche universitaire a fait que, précise-t-il, «*selon les documents du personnel de l'université, Momar avait le grade de maître-assistant de première classe au moment de faire admettre ses droits à la retraite.*»

## Le baobab des sciences sociales vacille

Momar-Coumba Diop est une figure majeure de la recherche en sciences sociales. Ses travaux, qui ont été fondamentalement ébauchés et limés à partir des années 1980-2000, n'ont nullement été affectés par les crises universitaires, la faiblesse relative des écoles doctorales et l'inadaptation des structures d'appui à la recherche scientifique de cette période. Il n'a jamais voulu se contenter ce qu'il appelle une «*science indigène*», c'est-à-dire celle qui, à cause de l'indigence qui a présidé à sa constitution, se plaît de sa médiocrité. En 2000, après l'euphorie de l'Alternance libérale, Momar Coumba et son ami Mamadou Diouf en compagnie de la regrettée Aminata Diaw, ont écrit un article d'une grande notoriété : «*Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal*», n°78, *Politique africaine*, 2000/2, pages 157 à 179. Dans cet article devenu incontournable dans l'étude du contrat social sénégalais, les auteurs, qui s'inscrivent dans

la logique de pérennisation du cadre d'analyse de l'archéologie de l'Etat sénégalais établi par Momar, débusquent les arcanes du déracinement du baobab socialiste tout en étant sensibles aux grandes transformations sociales de la société sénégalaise de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait, fondamentalement, de comprendre et d'analyser les nouveaux rapports de l'élite maraboutique, au fondement du pouvoir politique, et les masses populaires. De leur analyse, en ressort une conclusion fondamentale qui, aujourd'hui, continue de faire autorité : la société sénégalaise arrive, désormais, à faire la dichotomie entre le politique et le religieux tout en veillant scrupuleusement à ses valeurs religieuses.

L'intellectuel laisse derrière lui une grande bibliothèque - la plus grande richesse que l'on peut donner à un Peuple. Même quand il est moins intéressé par l'épanouissement de son âme grâce à la lecture. Certainement, ses travaux pionniers influenceront d'autres générations de chercheurs, qui viendront élargir sa grande famille intellectuelle. L'optimisme du Pr Ibrahim Thioub est louable lorsqu'il pense que «*la flamme «momarienne» continuera d'éclairer les chemins abrupts de la recherche tout en préservant sa plus précieuse valeur : la liberté de penser*». Il y a toutes les raisons d'être optimiste.

Baba DIENG

# CEDEAO - Il faut dissuader les chefs d'Etat d'enfreindre les règles communautaires

L'inefficacité des mesures économiques coercitives et l'inopportunité d'user de la solution militaire face à des peuples déterminés devraient amener les dirigeants ouest-africains à réfléchir à des alternatives crédibles. Deux constats préalables : d'abord, l'être humain est naturellement accro au pouvoir. Il doit être encadré pour que son appétit de domination ne vienne pas troubler l'ordre public.

Ensuite, tout Peuple aspire à l'alternance, les dirigeants étant, au fil du temps, en proie à l'usure naturelle du pouvoir et à un contexte mondial de plus en plus difficile. Au regard de ces facteurs, quoi de plus normal et logique que le Peuple veuille, dans le cadre de la recherche de son bien-être, expérimenter d'autres solutions avec de nouvelles équipes.

## Aspirations populaires

Il en ressort que les recherches frénétiques de troisième mandat et les situations mécaniques de non-alternance observées notamment au Togo constituent des anomalies. La Cedeao, telle qu'organisée en ce moment, est peu démocratique et loin des aspirations populaires. Les décisions de la Cour de justice de l'organisation ne sont pas souvent appliquées lorsqu'elles vont à l'encontre des pouvoirs en place. Oui, il faut réorganiser et réfor-

mer. Le schéma organisationnel de la Cedeao devrait être renforcé, tant dans sa structuration que dans ses règles de fonctionnement et dans ses méthodes. Il existe aujourd'hui un conflit d'intérêt manifeste dans les problématiques concernant les chefs d'Etat, principaux concernés qui, en fin de compte, prennent parfois à huis clos des décisions qui doivent ne s'appliquer qu'à eux.

La solution majeure est politique. Elle a trait à la capacité de l'organisation d'imposer à ses dirigeants des règles claires et contraignantes sur l'impossibilité pour tout chef d'Etat en exercice de faire plus de deux mandats. C'est une pratique de bonne gouvernance expérimentée avec satisfaction dans les pays développés.

Au sujet des réformes, il convient de modifier les règles de consensus actuellement en vigueur pour aller vers un vote majoritaire, quitte à voir un certain nombre de pays quitter le navire. Mieux vaut bâtir un projet d'intégration avec des pays partageant un idéal de démocratie et de paix, même s'ils sont en petit nombre, plutôt que d'avoir des incohérences politiques qui empêchent de progresser qualitativement.

## Complaisance coupable

Il faut aussi trouver de nouveaux types de sanctions exem-

plaires, dissuasives et ciblées à l'encontre des chefs d'Etat peu disposés à respecter les règles communes. La Cedeao devrait éviter d'être complaisante à l'égard de ceux-ci. Par ailleurs, l'organisation devrait trouver des solutions pertinentes à la problématique de la reconversion des chefs d'Etat sortis par la grande porte, en leur offrant des garanties de protection et de statut honorable. Sur le plan du renforcement du dispositif institutionnel, un chaînon devrait être ajouté à l'organisation actuelle : une haute autorité indépendante de contrôle de la gouvernance dotée de pouvoirs renforcés à l'image de la Bceao dans le domaine monétaire. On pourrait imaginer dans ce cas, des membres nommés à vie pour éviter toute possibilité de pression mais aussi triés sur le volet en fonction de leur intégrité et de leur compétence.

Le statut des juges de la Cour de justice de la Cedeao gagnerait aussi à recevoir ce caractère inamovible, pour des raisons d'efficacité et d'autonomie, à l'instar de celui de leurs homologues de la Cour suprême des Etats-Unis. Les missions de l'Ecomog pourraient être élargies en y intégrant des mandats de dissuasion et d'intervention militaire dans toute situation de non-respect des protocoles relatifs aux troisièmes mandats. La Cedeao devrait aussi renforcer

ses actions de formation envers les forces armées sous-régionales pour éviter que celles-ci ne s'érigent en uniques dépositrices des intérêts supérieurs des nations, rompant ainsi les équilibres institutionnels. Cette action de renforcement de capacités devrait aussi être orientée vers la société civile, la vraie.

## Le leadership du Nigeria

L'organisation a aussi le devoir de renforcer ses politiques économiques et d'intégration afin de contrer au plus vite la pauvreté qui exacerbe les rancœurs et fragilise la paix. Cela passe par l'acceptation du leadership naturel du Nigeria, la finalisation urgente du processus d'instauration de la monnaie unique. Aussi, tôt ou tard, la Cedeao devra évaluer la question du degré d'implication des pays francophones eu égard aux objectifs de la communauté. Ces derniers semblent parfois nager à contre-courant des intérêts supérieurs de l'intégration sous-régionale. Il y a lieu de rappeler que le processus conduisant à la monnaie unique a été mis en difficulté suite à la décision inattendue des pays de l'Uemoa d'annoncer le changement du nom du F Cfa en Eco. Tout récemment aussi, trois chefs d'Etat francophones du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal ont exprimé des réserves sur les propositions de la Cedeao

visant à limiter le nombre des mandats. Le processus démocratique dans la quasi-totalité des pays anglophones et lusophones est plus en avance avec des alternances normales.

## «Ficelle mystérieuse»

Les pays francophones devraient engager en interne les réformes constitutionnelles nécessaires afin de mieux contrôler les pouvoirs exorbitants dévolus à la fonction présidentielle, véritable clef de voûte des institutions. Dans l'intérêt supérieur de la Cedeao, une réflexion approfondie pourrait être engagée afin de voir comment couper cette «ficelle mystérieuse» entre ces pays et l'ancienne puissance coloniale, laquelle explique, on l'a vu avec l'exemple malien, que derrière tout problème on devine «la main» de la France.

Au plan international, la question des troisièmes mandats étant l'un des facteurs majeurs de tension et de conflit dans le monde, des solutions devraient être envisagées au niveau de l'organisation onusienne et des partenaires au développement, en vue de définir des règles intangibles en la matière. Il y va de la paix et de la sécurité dans le monde.

Magaye GAYE

Economiste International  
Ancien Cadre de la Boad et du  
Fagace

## POESIE Amadou Moustapha Dieng rend hommage à Serigne Saliou Mbacké «Ce livre est un témoignage de mon parcours spirituel»

Chef du Desk culture de la radio Sud Fm, Amadou Moustapha Dieng rend hommage au regretté Khalife général des mourides, Serigne Saliou Mbacké. «Serigne Saliou Mbacké : Le regard de la miséricorde» est une plongée dans le cheminement spirituel du journaliste, marqué par sa rencontre avec le saint homme.

Par Amadou MBODJI

Le journaliste culturel de Sud Fm, Amadou Moustapha Dieng, vient de publier un ouvrage portant sur le vénéré fils de Khadimou Rassoul. «Serigne Saliou Mbacké : Le regard de la miséricorde» sonne comme un hommage au lien unique que l'auteur avait avec ce guide émérite de la communauté mouride. «Ce livre est un témoignage de mon parcours spirituel, de mon initiation, avec Serigne Saliou. Un témoignage personnel, mais aussi un témoignage pour les mille et un talibés qui ont vécu en secret ces liens avec Serigne Saliou. Figurez-vous que plusieurs talibés, pour ne pas dire tous les talibés, ont vécu un moment de ce genre avec Serigne Saliou. Moi j'en ai vécu plusieurs, mais le premier qui m'a marqué c'est la première fois que je l'ai rencontré», a affirmé le chef du Desk culture de Sud Fm samedi dernier, lors de la cérémonie de dédicace de son livre à la Mosquée Massalikoul Jinane

de Dakar. «J'étais au lycée Blaise Diagne quand on est allés voir Serigne Saliou à Touba avec Cheikh Béthio Thioune. Il n'était pas sur les lieux, il était à Khelcom et le Cheikh Béthio Thioune avait dit au chauffeur de notre car : «Je ne peux pas emmener tous ces jeunes-là qui rêvent de poser leurs yeux sur Serigne Saliou, qui rêvent de poser leur front sur la main de Serigne Saliou, les emmener jusqu'à Touba et les retourner à Dakar pour dire qu'on n'a pas vu Serigne Saliou. Allons directement à Khelcom.» Nous y allâmes. Et ce jour, j'ai pu être dans la proximité de Serigne Saliou, j'étais à deux pas. Il m'a fait un signe de la tête comme s'il acceptait mon adhésion, mon allégeance à la Tarikha Mouride», renchérit-il.

### Cheminement spirituel

«Et depuis ce jour, j'ai senti justement un plus dans ma vie spirituelle. Et cette lumière-là

est entrée en moi et continue, d'illuminer mon âme. C'est pour cela que j'ai décidé d'écrire ces poèmes-là en 2003. Serigne Saliou était vivant. J'ai pris mon temps pour concevoir ce texte, lui donner cette teneur spirituelle, cette volupté à laquelle je voulais rendre hommage. Et chemin faisant, nous avons pu, par la grâce de Dieu, écrire cet ouvrage», souligne-t-il. «L'anecdote c'est que quand j'ai fini le manuscrit, je suis parti voir Serigne Cheikh Saliou, le fils de Serigne Saliou. Il m'a dit et c'est écrit sur le livre : «va transformer ce livre et revient prendre mes prières» comme pour dire avant même d'écrire ce livre que j'avais reçu son Ndiguel et après je suis reparti et il a formulé des prières pour la réussite de cet ouvrage. Cet ouvrage m'a valu aussi l'immense honneur de parler, de discuter avec Serigne Mountakha Mbacké qui m'a reçu à Touba. Ce recueil est bien plus qu'une simple collection de vers. Ce n'est pas un livre ni un ouvrage, c'est une œuvre spirituelle en vers libre, mystique et authentique, qui côtoie la sphère sacrée des poèmes soufis», déclare le journaliste culturel. «C'est une poésie profondément inspirée et dont le poète que je suis n'est que l'intermédiaire car lorsque j'écrivais, ce n'étais pas ma main ni



mon esprit qui tenaient la plume, mais mon cœur de féal talibé guidé et éclairé par l'âme éprise de la lumière de Serigne Saliou», explique Amadou Moustapha Dieng. L'auteur donne ainsi un témoignage «sincère» et «sans fard» des bienfaits de cette relation sur son parcours spirituel, nourris par de précieux souvenirs avec le saint homme. «Il y a des moments dans la vie où l'on ressent le besoin profond de s'exprimer, de coucher sur papier les émotions et les expériences qui nous ont façonné. Pour moi, cette impulsion s'est cristallisée lors de mes rencontres avec Serigne Saliou Mbacké à Khelcom. C'est là, dans ce lieu de paix et de sérénité, que j'ai trouvé l'inspiration et la guidance nécessaires pour entreprendre ce voyage

intérieur», poursuit-il. Poursuivant son témoignage, Amadou Moustapha Dieng évoque le regard singulier de son guide. «Lorsqu'il te regarde, c'est l'œil divin qui te voit dans toute ton imperfection et qui te purifie, te soigne, t'élève, et t'anoblit. Serigne Saliou Mbacké, par son regard empreint de miséricorde, m'a ouvert les yeux sur la beauté de la vie spirituelle. Ses enseignements, sa sagesse et son dévouement ont été des phares lumineux guidant mes pas sur le chemin de la foi. Chaque poème de ce recueil est un hommage à sa bienveillance, un témoignage intime de ma réalisation spirituelle dont cette œuvre elle-même est un signe visible», avance-t-il.

ambodji@lequotidien.sn

### Distinction

## Youssou Ndour, Honoris Causa de l'Université Berklee de Valencia



Youssou Ndour a reçu ce 8 juillet, le titre de Docteur Honoris Causa de l'université Berklee Valencia en Espagne. Le chanteur sénégalais, qui l'annonce lui-même sur les réseaux sociaux, se réjouit de cette nouvelle distinction qui vient s'ajouter au Praemium Imperiale et tant d'autres qui illuminent sa carrière musicale. «Mon ambition est de continuer à plaider pour la préservation de l'identité culturelle africaine et la compréhension mondiale à travers ma musique et mes actions de tous les jours», réagit Youssou Ndour pour qui ces prix, qui récompensent «son influence musicale», sont «une dose de rappel» afin qu'il «persévère encore et encore», indique le lead vocal du Super Etoile.

Dans un article consacré à l'événement, le site spécialisé Music in africa indiquait que tout au long de sa carrière, «Ndour a plaidé pour la préservation de l'identité culturelle africaine et la compréhension mondiale à travers la musique». «Son dévouement lui a valu de nombreux prix dont le Praemium Imperiale pour la musique décerné par l'Association japonaise des arts, cette énième distinction est une étape supplémentaire dans la reconnaissance de son influence musicale et de son engagement humanitaire». Le choix du Roi du mbalax n'est donc pas fortuit et vient récompenser une carrière de 40 années. L'université Berklee à Valence est située dans la Cité des Arts et des Sciences à Valence, en Espagne.

### Cambodge

## Le Metropolitan Museum of Art restitue 14 sculptures khmères

**Le Cambodge a célébré, cette semaine, le retour au pays de quatorze œuvres khmères restituées par le Metropolitan Museum of Art (Met) de New York.**

La ministre cambodgienne de la Culture s'est félicitée du «retour de l'âme de nos ancêtres» lors de la cérémonie organisée jeudi au Musée national du Cambodge à Phnom Penh, pour marquer cette restitution de 14 sculptures réalisées entre le IX<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, en pleine période angkorienne. Elles «reflètent les systèmes religieux hindou et bouddhiste en vigueur à cette époque», a indiqué le musée dans un communiqué cette semaine. Des moines bouddhistes ont d'ailleurs béni les pièces à l'occasion de ces célébrations. Un héritage précieux, a insisté la ministre Phoeurng Sackona, car ces œuvres d'art «portent l'âme de nos ancêtres» et

ramènent avec elles «l'histoire, le respect et la connaissance». «Les pièces sont restées très, très longtemps à l'étranger, mais aujourd'hui, elles sont revenues au Cambodge, comme une bénédiction pour notre Peuple, pour la paix et la stabilité dans notre pays», a-t-elle souligné.

Parmi les œuvres restituées, le ministère cambodgien de la Culture met l'accent sur deux d'entre elles en particulier, dont certaines parties sont déjà dans les collections khmères. Dans un communiqué, le ministère se félicite du retour d'une «extraordinaire» sculpture en pierre du X<sup>e</sup> siècle représentant la déesse Uma, de l'ancienne capitale royale de Koh Ker, dont le pied avait déjà été récupéré de son site d'origine. «Uma peut enfin être réunifiée pour retrouver toute sa splendeur en une seule et même statue», peut-on lire. La seconde pièce maîtresse est la tête en bronze du célèbre bodhisattva Avalokiteshvara, datée elle aussi du X<sup>e</sup> siècle, considérée comme un «artefact

important» extrêmement rare. «Le ministère espère vivement qu'elle sera enfin réunie avec son torse, actuellement exposé au Musée national du Cambodge.» Il est prévu que les sculptures soient restaurées avant de pouvoir être exposées. D'autant que d'autres restitutions sont attendues dans les mois à venir, pointe le *Phnom Penh Post*. La ministre cambodgienne de la Culture a déclaré, sans plus de détails, que le pays espérait recevoir très prochainement 50 autres objets en provenance des Etats-Unis. Le Cambodge affirme que d'autres éléments précieux se trouvent toujours au Metropolitan, ainsi que dans d'autres musées et entre les mains de collectionneurs privés. «Ces retours contribuent à la réconciliation et à la guérison du Peuple cambodgien, qui a enduré des décennies de guerre civile et énormément souffert de la tragédie du régime khmer rouge», a estimé Phoeurng Sackona.(...)

Rfi